

L'originale ou la copie ?



UMP, FN, DÉGAGEZ !

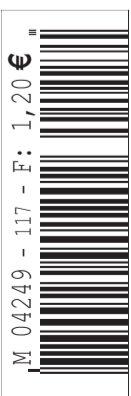
Incapable de proposer d'autre solution à la crise que l'austérité, embourbé dans les affaires, l'UMP vient en outre de perdre le Sénat. Pour tenter de gagner l'élection présidentielle, Sarkozy emploie les armes de l'ordre moral et veut faire vibrer la fibre nationaliste...

À quelques mois de l'élection présidentielle, rien ne va plus dans la « maison » UMP. De la relaxe de Chirac aux nouveaux scandales financiers impliquant des proches de Sarkozy, chaque semaine réserve son lot d'affaires, en une lente dérive qui fragilise inexorablement une éventuelle réélection à l'Élysée. La défaite historique de la droite classique à l'élection sénatoriale en dit également long sur le divorce entre des édiles locaux censés défendre la politique de casse des services publics et une direction nationale en panne de

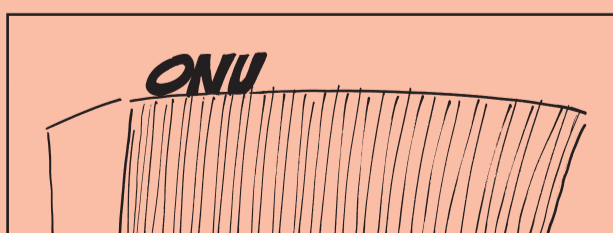
propositions, incapable d'ébaucher la moindre mesure concrète devant l'emballement de la crise financière, économique et sociale que traverse aussi la France. On aurait tort pourtant de se réjouir, comme le fait l'incroyable une de l'*Humanité*, de cette soi-disant « victoire historique », car le vrai vainqueur en embuscade, de l'élection à cette institution antidémocratique, c'est le Front national et lui seul ! En multipliant ses scores par trois, voire quatre ou cinq dans certaines régions, il marque sa capacité à s'adresser directement aux élus les plus proches de la

population, les maires des petites et moyennes agglomérations, et à les structurer dans son camp... un camp hautement éclectique et réactionnaire. Des farouches partisans du retrait de la zone euro à ceux qui prônent la chasse aux Roms et aux immigrants, jusqu'aux petits entrepreneurs « écrasés par les charges ». Dans la grande difficulté où elle se trouve, l'UMP ne voit plus qu'une issue, celle de la fuite en avant et de la surenchère réactionnaire, tant en direction du Front national que d'une partie de la « gauche » sécuritaire, patriotique et belliciste.

SUITE PAGE 2



REGARDS
**Percée de l'Alliance
Rouge-Verte
au Danemark.**
Page 2



ACTU
Obama et Sarkozy, fidèles alliés d'Israël
Page 5



PARLONS-EN
**Rigueur,
récession...
et émancipation**
Page 9

Agenda

30 septembre, nucléaire, réunion débat, Paris. Le NPA vous invite à un débat sur le thème : « *Sortir du nucléaire, comment ?* », en présence de travailleurs du nucléaire. RV à 19 h 30 à l'Ageca, 177 avenue de Charonne, Paris 11^e (M^o Alexandre-Dumas).

1^{er} et 2 octobre, festival, femmes en résistance, Arcueil.

11^e édition du festival de cinéma Femmes en résistance, sur le thème : « *Résistance à la violence institutionnelle* ». Programme : <http://resistancesdefemmes.wordpress.com> RV à 13 h 30, Espace Jean-Vilar, 1, rue Paul-Signac, Arcueil (RER-B Arcueil-Cachan).

1^{er} octobre, Existrans, Paris.

15^e Marche des Trans*, de celles et ceux qui les soutiennent sur le thème : « *Transphobie d'Etat : pathologisation, stérilisation, précarisation, expulsion* ». RV à 14 heures, place de la Bastille.

1^{er} et 2 octobre, festival, Montferriand-le-Château.

Le Collectif pour des alternatives au capitalisme (CAC) présente « *Le Faire à repenser* », 2^e festival des alternatives au capitalisme. Au programme : concerts, théâtre, projections, débats, conférences, stands, marché bio... Le 2 à 17 heures, intervention de Christine Poupin. Programme détaillé sur : agendamilitant.besancon.com over-blog.com

7 octobre, conférence, Isabelle Garo, Paris.

La Société Louise-Michel et la revue ContreTemps organisent une conférence avec Isabelle Garo autour de son livre *Foucault, Deleuze, Althusser Et Marx : La politique dans la philosophie* (éditions Demopolis). RV à 18 h 30, bar le Lieu-Dit, 6, rue Sorbier, Paris 20^e (M^o Ménilmontant ou Gambetta).

8 octobre, chômage, manif festive, Paris.

Les associations de chômeurs et précaires organisent une manifestation festive avec concert ambulante. RV à 14 heures, place de Stalingrad à Paris.

11 octobre, contre l'austérité, manifestation, Paris.

CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires appellent à une journée d'action nationale contre les politiques d'austérité, pour les emplois et les salaires. À Paris, manifestation, départ à 14 heures de République.

12 octobre, meeting NPA, Bordeaux.

Meeting de lancement de campagne « *Aux capitalistes de payer leurs crises !* » avec notre candidat Philippe Poutou. RV à 20 h 30, Athénée municipale, place Saint-Christoly, Bordeaux.

14 octobre, le NPA fait son cinéma, Rouen.

Le NPA de Rouen propose plusieurs projections suivies de débats au cours de l'année. Premier rendez-vous : *Little Big Man*, du colonialisme américain à l'impérialisme militaire et économique. Le génocide des Indiens comme mise en œuvre. RV à 20 heures, Le Melville, 75 rue du Général-Leclerc, Rouen.

UMP ET FN... DÉGAGEZ !

SUITE DE LA PAGE 1

Sans complexe, l'UMP, dans ses 29 propositions, publiées il y a quelques jours, prétend imposer à tout jeune, homme ou femme, au moment de sa majorité ou de sa naturalisation, un « *serment d'allégeance aux armes* » qui symboliserait un retour aux bonnes vieilles valeurs de la droite la plus réactionnaire ! Marine Le Pen, elle-même trouve que c'en est trop et, amusée, se demande « *s'ils ne vont pas bientôt nous sortir la Bible* ». Le ministre de la Défense et des anciens combattants Gérard Longuet – membre, dans sa jeunesse, du groupe fasciste Occident – trouve également la soupe un peu salée et propose de « *retravailler la sémantique* »... Qu'on ne s'y trompe pas, cette proposition démagogique n'est pas un énième dérapage sans conséquence, elle s'inscrit dans la longue liste des provocations de la droite UMP (ou non) en direction de la jeunesse issue de l'immigration. Dérisoire appel au « *salut au drapeau* », elle se situe dans la continuité de la stigmatisation d'une partie de la jeunesse sommée de choisir son camp, en l'occurrence celui de l'impérialisme français dans ses croisades irakienne, afghane, ivoirienne, libanaise... Ordre moral et ordre impérialiste faisant bon

ménage, l'interdiction des prières de rue dans certains quartiers parisiens s'accompagne d'une grande bienveillance envers les commandos anti-IVG contre les droits des femmes. Protégés par la police, ces derniers peuvent sans problème se réunir devant les hôpitaux où existent (encore !) des centres IVG, en perturber l'accès et pratiquer leur odieux chantage envers les femmes qui ont décidé d'avorter. Des manifestantes et manifestants pour le droit des femmes ont été sauvagement agressés par la police, notamment devant l'hôpital Tenon, samedi 17 septembre. Nous dénonçons la collusion des flics de Sarkozy avec ceux qui veulent en finir avec les conquêtes du mouvement des droits des femmes.

Face à cette montée des attaques tous azimuts contre nos droits et nos libertés, face à l'offensive idéologique nationaliste, patriotarde de la droite, nous ne devons pas céder d'un pouce dans la défense de nos valeurs. Le NPA proposera la mise en place, ou s'inscrira dans tous les collectifs unitaires pour mobiliser le plus largement possible contre la droite, de l'UMP au Front national. Il en va de nos libertés individuelles et collectives.

Notre campagne électorale sera aussi celle-là, celle de la résistance à l'intolérance, à la montée du Front national et de ses idées. Sur les marchés, devant les centres IVG attaqués, dans les quartiers populaires avec les victimes du racisme, des contrôles au faciès et des bavures policières. Contre le patriotisme à deux balles prôné par l'UMP, le FN et quelques-uns à « gauche » nous défendrons notre idéal internationaliste et anti-impérialiste.

À bas l'ordre moral ! À bas l'impérialisme ! À bas l'UMP et le FN !

Alain Pojolat

UMP PRODUCTIONS PRÉSENTE



regards

D'après Inger V. Johansen, membre de l'Alliance Rouge-Verte danoise

Danemark : percée de l'Alliance Rouge-Verte et recul de la droite radicale populiste*

Les récentes élections législatives au Danemark, ainsi que les municipales et régionales en Norvège, ont signifié un recul important pour la droite et, surtout, pour l'extrême droite populiste, raciste et islamophobe qui avait jusqu'à présent le vent en poupe dans ces deux pays. Preuve que la montée généralisée de ces forces en Europe aujourd'hui, à la faveur de la crise, n'est pas linéaire et qu'elle peut être battue en brèche. Au Danemark, avec 6,7 % de votes (triplant le nombre de ses élus), l'Alliance Rouge-Verte, coalition de la gauche radicale anticapitaliste, a fait une percée importante.

A lors que les élections de 2007 avaient donné des résultats désastreux pour l'Alliance Rouge-Verte au Danemark, les résultats sont cette fois tout à fait différents et significatifs, que ce soit pour la droite ou la gauche.

Tout d'abord, c'est enfin le recul d'un gouvernement de droite qui se maintenait depuis dix ans au pouvoir et qui semble avec enfin perdu sa crédibilité. Mais ces élections marquent plusieurs tournants. Tout d'abord, Helle Thorning-Schmidt (sociale-démocrate) sera la première femme à être Premier ministre au Danemark. Ensuite on a pu constater une augmentation significative des formations « radicales », que ce soit l'Alliance Rouge-Verte pour la gauche, ou encore les Libéraux démocrates, qui montrent que le vote a cette fois en partie favorisé les partis avec un discours clair.

Le nouveau gouvernement sera principalement formé par le Parti social-démocrate et par le Parti socialiste du peuple (SF), deux formations qui préparaient un accord gouvernemental depuis plusieurs années déjà. La victoire de la « gauche » reste cependant assez serrée : les partis d'opposition à l'ancien gouvernement de droite n'ont remporté que 89 des 179 sièges au Parlement danois (le Folketing), en laissant encore 86 à la droite.

En termes numériques, les deux partis de la future coalition perdent même en réalité des sièges par rapport aux élections précédentes. Les sociaux-démocrates ont 44 sièges avec 29 % des votes, ce qui est leur plus mauvais score depuis ces 100 dernières années, tandis que le Parti socialiste obtient 7 sièges avec 9,2 % des votes (contre 13 % des votes aux dernières élections : leur recul est donc énorme).

Venstre (Parti libéral) confirme sa position de première formation politique au Danemark avec 26,7 % des votes et 47 sièges. S'il récupère une partie de l'électorat du Parti conservateur (qui perd huit sièges, avec seulement 4,9 % des votes), une partie est également récupérée par l'Alliance libérale qui gagne quatre sièges pour arriver à neuf.

Ces pertes sont dues au choix d'orientation plus radicale d'une partie de l'électorat. *Enhedslisten*, l'Alliance Rouge-Verte, est quant à elle passée de quatre à douze sièges² en obtenant 6,7 % des votes, tandis que les *Radikale Venstre* (libéraux-démocrates) gagnent huit sièges, avec un total de dix-sept (soit 9,5 % des voix, contre 5,1 % lors des dernières élections). Ces deux derniers partis ont chacun mené des campagnes avec une ligne sans ambiguïtés. Et, s'ils ont en commun des revendications pour des conditions d'asile et une politique pour les migrants et les réfugiés plus digne et décente, la similitude entre les deux formations s'arrête là.

L'Alliance Rouge-Verte a mené une campagne de défense des droits sociaux des travailleurs ; contre le recul de l'âge de la retraite et la détérioration continue des règles concernant les allocations de chômage ; contre la politique menée par le précédent gouvernement et pour un plan radical d'investissements dans les « emplois verts » pour

combattre le changement climatique. Les Libéraux démocrates par contre restent sur une ligne très néolibérale sur toutes les questions de politique économique.

Autre signe important que le discours selon lequel « *l'immigration est responsable de tous les problèmes* » commence à perdre de l'influence dans le débat politique, c'est le recul de l'extrême droite, qui perd trois sièges (mais il lui en reste quand même 22).

Que va faire l'Alliance Rouge-Verte avec cette augmentation de son nombre de sièges, vu que cette formation a toujours clairement exprimé son refus de participer à un gouvernement qui ne représenterait pas les intérêts des travailleurs ?

Si l'Alliance Rouge-Verte pensait effectivement connaître une progression dans ces élections, elle ne s'attendait tout de même pas à voir tripler son nombre de sièges, ce qui fait peser sur ses épaules une énorme responsabilité. Cette progression importante reflète le niveau de colère et de désespoir de la population face aux politiques ultralibérales et à la détérioration rapide des acquis sociaux. Mais c'est également le résultat du choix du Parti socialiste de s'allier avec les sociaux-démocrates.

L'Alliance a exprimé son intention d'exercer une influence significative sur les politiques du prochain gouvernement à dominance social-démocrate. Mais elle reste également tout aussi déterminée sur son refus de participer à un tel gouvernement puisque sa politique générale restera dominée par le social-libéralisme. Au Parlement, par son nombre de sièges, l'Alliance Rouge-Verte permettra la formation d'un gouvernement alternatif mené par les sociaux-démocrates. La préférence de l'Alliance va à un gouvernement exclusivement composé des sociaux-démocrates et du Parti socialiste, mais cette option n'est actuellement pas viable.

Soulignons également que l'Alliance a fait le choix positif de mener campagne autour de la figure de sa porte-parole Johanne Schmidt-Nielsen. Mettre ainsi en avant une jeune femme est fortement symbolique de sa volonté de coller avec le monde du travail et des jeunes précaires, en faveur desquels cette coalition des partis de la gauche radicale veut se battre.



Johanne Schmidt-Nielsen. (DR)

1. La Liste de l'unité (en danois : *Enhedslisten - de rød-grønne*, littéralement : la Liste de l'unité - les Rouges et Verts) a été fondée en 1989 grâce à la collaboration entre les *Venstresocialisterne* (Socialistes de gauche), le DPK (Parti communiste danois) et le SAP (*Socialistisk Arbejderparti*, section danoise de la Quatrième Internationale). Elle a obtenu six élus au Parlement en 1994, puis cinq mandats aux législatives de 1998 et de même en 2001. En 2005, elle en obtenait six, avant de retomber à quatre mandats en 2007.

2. Dont deux sont membres du SAP, section danoise de la Quatrième Internationale.

* Cet article est tiré du site de la LCR belge.



Collectivités publiques, les banques au banc des accusés

Quelle que soit leur couleur politique, un grand nombre de collectivités publiques se sont laissé séduire par les sirènes du profit. Les pertes auxquelles elles doivent faire face aujourd'hui risquent fort d'être supportées par les populations.

Aujourd'hui, de nombreuses collectivités publiques connaissent une crise financière sans précédent en raison de l'augmentation brutale des échéances de certains de leurs prêts. Une telle situation ne doit rien au hasard, elle résulte au contraire d'un système imaginé par les banques. Traditionnellement, pour financer leurs investissements, les collectivités souscrivaient des prêts à taux fixe ou à taux révisable et maîtrisaient dans l'ensemble la charge financière de ces emprunts. Or, il y a une quinzaine d'années, dans le seul but de majorer leurs marges déjà conséquentes, les banques, Dexia en tête, ont conçu pour les collectivités de nouveaux emprunts appelés « produits structurés ». Construits sur des montages complexes et peu lisibles, ces prêts offraient au départ des taux alléchants mais cela n'a pas duré. Par exemple, le prêt *Helvetix*, commercialisé par les Caisses d'épargne il y a quelques années à un taux voisin de 3,50%, est passé au-dessus de 15% ces jours-ci en raison de la flambée du franc suisse, sur lequel est indexé le taux du prêt.

LA TRISTE RÉALITÉ DES « PRODUITS TOXIQUES »

Ces « produits structurés » présentés par les banquiers comme des instruments performants de gestion active de la dette se révèlent aujourd'hui sous leur vrai jour : des produits extrêmement dangereux dont le risque est supporté par les collectivités

locales, et à travers elle la population. Mais à ce premier scandale s'en ajoute un second. Lorsqu'une collectivité se trouve en difficulté pour faire face à ses échéances, la banque vient à son secours avec un nouveau dispositif providentiel : la « gestion de dette » (G2D pour les initiés). La recette est simple : la banque réaménage une grosse partie des prêts de la collectivité en allongeant leur durée. Certes, cela permet de diminuer l'annuité due par la collectivité. Mais cela coûtera plus cher à terme car les contribuables devront payer des annuités supplémentaires sans que cette charge ne se traduise par de nouveaux investissements. Repousser les problèmes dans le temps est une des activités de prédilection des banques. Elles n'ont pas hésité à transformer les collectivités publiques en un gigantesque casino où elles gagnent à tous les coups.

LES RAISONS DE CE SCANDALE

À la malhonnêteté des banques s'ajoute cependant l'inconséquence des élus et l'incurie des pouvoirs publics. Des élus de toutes couleurs politiques (UMP, Centre, Verts, PS et PCF), se targuant pourtant de « savoir gérer », ont succombé aux sirènes des prêts toxiques. Aucun avertissement n'a été pris en compte. Le 16 juillet 2008, trois analystes de Fitch Ratings mettaient les collectivités en garde contre les risques des crédits structurés¹. Rappelant les pertes enregistrées par des



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

collectivités étrangères (en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis) avec ce type de produits, ces analystes soulignaient le risque inhérent à ces crédits et attiraient l'attention sur leur nature trop complexe. Les pouvoirs publics n'ont pas voulu encadrer ces nouveaux produits qui contreviennent à deux principes fondamentaux de la comptabilité publique : le principe de prudence et le principe de spécialisation des exercices. La spéculation, notamment sur les monnaies, n'a rien à voir avec ces deux principes. Les collectivités publiques sont censées se préoccuper de l'intérêt général.

L'URGENCE DU MOMENT

Il est plus que temps de mettre les banques hors d'état de nuire en les plaçant sous le contrôle

des peuples. Mais attention au risque de « vraies-fausse nationalisations »². Dexia a déjà été renflouée en 2008 mais ces trois dernières années elle a dû vendre 80 milliards d'actifs et s'approprier à céder 20 milliard supplémentaires. Une nationalisation ne doit pas être le prétexte à une nouvelle socialisation des pertes. Elle doit consister à prendre le contrôle démocratique du secteur bancaire, pas à le subventionner aux frais du contribuable.

Patrick Saurin

1. Fitch Ratings, *La dette structurée des collectivités locales : gestion active ou spéculation ?*

2. *Vers de vraies-fausse nationalisations*, Mediapart, 22 septembre 2011.



Par Yvan Lemaitre

UNE BAFFE POUR SARKOZY

Un « Coup de tonnerre » selon *le Figaro*, « Une victoire historique » pour *l'Humanité*, la gauche a conquis dimanche dernier la majorité absolue au Sénat avec 177 élus sur 348. Elle gagne 26 élus, essentiellement PS, même si Europe Écologie - Les Verts passe de quatre à dix sénateurs alors que le Front de Gauche, lui, recule de 24 élus à 21. Jamais, depuis 1958, début de la V^e République, le Sénat n'avait connu une majorité de gauche. Place forte conservatrice et antidémocratique grâce à un mode d'élection verrouillé, indirect, élu par des grands électeurs, il n'a d'autre raison d'exister que de prétendre garantir la stabilité des institutions et d'offrir des sinécures aux politiciens. Ces sénatoriales ne pouvaient être un moyen pour l'opinion populaire de s'exprimer, néanmoins elles sont « un avertissement sérieux », selon les mots mesurés du ministre Bruno Le Maire, « un échec » dit Juppé, conséquence de la décomposition de la Sarkozie. Bien des grands électeurs, élus de petites communes, ont sanctionné la droite. Bon nombre d'entre eux ne digèrent pas la réforme territoriale ou la suppression de la taxe professionnelle, les difficultés croissantes de gestion des communes. À leur façon, indirecte et déformée, ils ont exprimé le mécontentement qui sourd de partout dans le pays. La droite prétend que cette défaite ne serait que la conséquence mécanique de ses défaites dans les dernières élections municipales et régionales... Certes, ce n'est qu'une défaite de plus qui s'explique par... les défaites précédentes mais qui pourrait en annoncer... une autre en 2012 pour ce régime embourbé dans les affaires, tarabulé par les rivalités et les ambitions personnelles et dont la politique apparaît de plus en plus, aux yeux du plus grand nombre, entièrement soumise aux intérêts des banques, des multinationales et des classes privilégiées. C'est bien à cette politique qu'il faut mettre fin. Cela ne se fera pas au Sénat ni même si la gauche gagne les prochaines élections mais à travers une véritable mobilisation populaire qui bouscule les rapports de forces pour imposer les mesures d'urgence sociale, financière, démocratique, écologique, indispensables pour faire face à la crise.

Ingrid Hayes

Education nationale : mobilisation réussie

D'un certain point de vue, la rentrée sociale tant attendue a enfin eu lieu ce mardi 27 septembre, avec la grève réussie dans l'Éducation nationale.

Une grève massive, avec entre 45 et 50% de grévistes dans les premier et second degrés, des cortèges syndicaux importants. Les personnels de l'Éducation nationale se sont mobilisés, soutenus par les parents d'élèves, portés par une opinion publique désormais consciente de l'enjeu décisif que constitue la question des suppressions de postes. On pourrait s'étonner qu'elle ne soit au centre des préoccupations qu'en cette rentrée 2011, alors que le mouvement est entamé depuis plusieurs années. Sans doute parce que les conséquences de ce plan social massif touchent désormais bien au-delà des banlieues défavorisées des grandes villes et concernent les enfants des classes moyennes. Mais les suppressions de postes ne sont pas la

seule question posée. Derrière cette froide réalité comptable, le gouvernement a engagé une bataille sans merci pour en finir avec l'objectif d'un système éducatif doté des moyens de faire accéder l'ensemble des enfants et des jeunes à un haut niveau de connaissance et de qualification. S'il n'y a jamais eu d'âge d'or, d'ascenseur social magique et autres calembredaines, le rapport de forces se dégrade indéniablement. On le sait, cela fait quelques années que le patronat français a décidé de ne plus consentir à l'investissement qu'il considérait jusque-là dans son intérêt. Et les coups se sont aggravés dernièrement : individualisation des parcours, mise en place de dispositifs qui minent l'idée même du groupe classe et de l'apprentissage collectif, évaluation à outrance, suppressions de postes, polyvalence généralisée pour les enseignants, destruction de la formation initiale, désinvestissement de l'enseignement professionnel,

multiplication des statuts, explosion de la précarité, dégradation du pouvoir d'achat... Le dispositif Claire, destiné à remplacer les anciennes ZEP, en est la concrétisation la plus aboutie. C'est donc aussi une bataille sur le terrain des questions éducatives, du projet pour l'école qui est nécessaire aujourd'hui, une bataille qui n'appartient pas aux seuls enseignants.

On sent une hésitation à droite : faut-il foncer, ressouder sa base sociale contre les profs, comme le laisse entendre un Luc Chatel déclarant que le statut des enseignants doit être revu ou que les vacances scolaires seront prochainement amputées de deux semaines ? Faut-il pousser l'avantage après des mobilisations qui ne furent pas à la hauteur dans l'Éducation nationale durant le mouvement des retraites en 2010 ? Ou le coût social et donc électoral est-il trop élevé ? Candidats à l'alternance, les socialistes hésitent également,

avancent d'un pas, prennent la mesure du mouvement d'opinion et reculent, mais ne mettent pas en cause la logique économique et idéologique à l'œuvre. Et un Jack Lang déclare un jour de grève que les enseignants doivent être « bousculés »... Tout un programme !

Les années électorales sont rarement les plus propices à des mobilisations prolongées. Les assemblées générales de ce matin du 27 septembre ont été relativement réduites, n'indiquant pas pour l'heure une volonté d'aller au-delà d'une journée de mobilisation réussie.

L'aggravation de la crise ouvre pourtant la possibilité de résistances aux plans d'austérité. De ce point de vue, la journée du 11 octobre pourrait constituer un jalon important, si elle était préparée avec la combativité nécessaire.

Élections au Parlement de Berlin, échec de la coalition de gauche

Le résultat des élections au Parlement du Land de Berlin, le 18 septembre, a présenté quelques surprises – moins sur la gauche que dans le camp des couches moyenne et de la jeunesse éduquée.

À gauche, le gouvernement sortant, une coalition social-démocrate et gauche (SPD-Die Linke), a clairement perdu les élections: le SPD a perdu 2,5%, Die Linke 1,7%. Le recul est moins prononcé en chiffres absolus parce que la participation au scrutin a légèrement augmenté (de 58% à 60,2%). Toutefois, il faut constater que Die Linke a non seulement baissé en votes et en sièges, mais elle a surtout perdu ses deux derniers fiefs, deux quartiers de Berlin (Marzahn et Lichtenberg) où elle était jusque-là le premier parti. Elle a dû laisser la place au SPD.

Cela peut être compris comme un symbole du recul progressif de Die Linke en Allemagne de

l'Est, dû pour une part à la biologie (une grande partie de son électorat se compose de vieux et de très vieux), mais aussi à son orientation pro-gouvernementale et la politique droitière qui s'ensuit. À Berlin, comme dans d'autres régions, elle a soutenu la privatisation de la compagnie de l'eau, autrefois communale, et a tout fait pour empêcher un référendum sur sa remunicipalisation, une bataille que les citoyens de la ville ont d'ailleurs gagné contre le gouvernement et donc aussi contre Die Linke. Die Linke a soutenu également la privatisation des logements, ce qui a fait monter considérablement les prix des loyers. Berlin est en train de perdre son statut de capitale aux prix bas et aux terrains sauvages grâce à la coalition des partis prétendus de gauche.

Déjà en 2006, Die Linke avait perdu sa place au gouvernement de Mecklenburg-Pomeranie. Il ne reste plus que le Land de Brandebourg

où elle fait encore partie d'une coalition gouvernementale. Pour la droite du parti c'est une sérieuse défaite.

Le SPD (28,3%), bien qu'ayant reculé lui aussi, reste le premier parti à Berlin et formera une coalition avec les Verts, qui avec 17,6% ont gagné 4,5%, ce qui est moins que prévu (l'effet Fukushima avait été quelque peu affaibli).

Les plus fortes turbulences se sont produites dans le camp libéral. Le parti de la droite libérale, le FDP, s'est littéralement effondré, il a fait 1,8%. Dans certains endroits, il a même été devancé par le Parti des protecteurs des animaux... D'autre côté est né du néant le Parti des Pirates, qui a obtenu 8,9% du premier coup. Ce sont des jeunes inexpérimentés en politique dont le programme se résume en deux points: liberté absolue sur l'internet et transparence absolue dans la façon de faire de la politique. Le reste de leur programme a été rassemblé par

leurs sympathisants sur internet: une allocation universelle, un salaire minimum, la protection du consommateur...

La moitié environ de son électorat vient d'absentéistes et de ceux qui s'appellent les «autres», l'autre moitié vient des Verts et de la gauche (SPD et Die Linke à parts égales). Dans une circonscription électorale «verte» à Berlin-Est, les Pirates ont récolté 26,2% des voix, mais ils ont fait aussi 22,8% dans une circonscription mi-ouvrière, mi-bohème de Berlin-Ouest. Toutefois, ces votes expriment une préoccupation sociale qui prend une forme distincte de celle que nous connaissons traditionnellement. 36% d'entre eux étaient sensibles au thème de la «justice sociale», 18% à la politique de l'emploi. Ce n'est plus la même chose...

Angela Klein

Aide alimentaire Une menace contre les plus démunis

Les 27 ministres de l'Agriculture de l'Union européenne réunis à Bruxelles le 20 septembre ont discuté de réduire, voire de supprimer, le programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD). Cela reviendrait à asphyxier les associations comme les banques alimentaires, les Restos du cœur, la Croix rouge, le Secours populaire ou les 240 organisations de solidarité en Europe, qui assurent l'essentiel de la nourriture de 13 millions de pauvres dans les dix-neuf États membres qui ont recours à cette aide.

Tous ces ministres si empressés à prendre des milliards sur les finances publiques pour permettre à leurs maîtres, les financiers, de continuer leurs spéculations se préparent à littéralement affamer les millions de femmes et d'hommes les plus durement touchés par la crise provoquée par cette politique irresponsable.

Les autorités européennes voudraient amputer cette aide, dès 2012, de 400 millions d'euros sur un montant total actuel de 480 millions, soit de plus de 75%. Ce serait un coup terrible pour l'aide alimentaire au moment où la politique des classes dominantes et des États ne cessent d'aggraver les inégalités, secrète la pauvreté.

Le PEAD a été créé en 1987 à l'initiative de Jacques Delors, alors président de la commission européenne, et de Coluche, fondateurs des Restos du cœur, dans le but de permettre la redistribution des surplus alimentaires. À partir de 1992, la politique agricole commune (PAC) abandonne peu à peu la politique de stockage des surplus et le PEAD est contraint d'acheter sur le marché la nourriture nécessaire, achat financé par la PAC. Cela représente 1% de son budget.

L'Allemagne, qui n'a pas recours au PEAD, a porté plainte contre cet état de fait auprès de la Cour européenne de justice du Luxembourg arguant que le budget de la PAC ne devait pas avoir d'autre fonction que de soutenir l'agriculture. En avril, la Cour a estimé que cette aide au PEAD n'était pas compatible avec la politique agricole de l'UE car elle relevait du domaine du social, pas de l'agriculture. En fait, la PAC devrait avoir pour tâche d'assurer la sécurité alimentaire ce qui ne s'oppose pas à l'aide aux agriculteurs, bien au contraire. Sauf que cela ne répond pas aux exigences de la course aveugle et stupide à la rentabilité libérale.

Au Secours populaire, plus de la moitié des colis garnis de pâtes, riz, boîtes de conserve ou steaks hachés surgelés proviennent du PEAD qui permet aux associations françaises ou européennes de collecter entre 25 et 55% tant de produits de base que de produits frais distribués toute l'année, 90% en Pologne et en Hongrie. Si le PEAD était supprimé, ces associations n'auraient d'autre choix que de se tourner vers le privé, les supermarchés ou les centrales d'achat. Un apport très aléatoire puisque ne sont donnés que les invendus.

Les associations tentent de mobiliser l'opinion pour empêcher ces cyniques affameurs de mettre à exécution, en octobre, leur scandaleuse menace.

Yvan Lemaitre

29 septembre 2011 n°117



JAPON « Plus jamais de Fukushima »

Six mois après la catastrophe du 11 mars, l'opposition au nucléaire se renforce au Japon.

Le 19 septembre, avec pour mots d'ordre « Plus jamais de Fukushima » et « arrêt des centrales nucléaires », Tokyo a abrité la plus grande manifestation contre le nucléaire civil depuis la catastrophe du 11 mars avec, selon les organisateurs, plus de 60 000 participants, souvent venus en famille. Réunissant des intellectuels, des associations antinucléaires, des comités citoyens, des syndicats, des groupes d'extrême gauche, elle a commencé par un rassemblement au Meiji Park avant de partir en trois directions sillonner la capitale.

L'appel à cette journée de mobilisation – « Adieu au nucléaire » – a été lancé par huit personnalités, dont l'acteur Taro Yamamoto, le musicien Ryuichi Sakamoto, le journaliste Satoshi Kamata, l'auteur Keiko Ochiai et le prix Nobel de littérature Kenzaburo Oe. Lors du rassemblement, ce dernier a déclaré: « Certains disent qu'il est impossible de se passer d'énergie nucléaire, mais c'est un mensonge. L'énergie

nucléaire est toujours accompagnée de destructions et de sacrifices »; « Nous devons faire savoir aux dirigeants des principaux partis et au patronat japonais notre intention de résister. »

La présence à la manifestation de nombreux riverains de la centrale de Fukushima Daiichi, contraints d'évacuer leur domicile pour cause de radioactivité, avait une forte portée symbolique. Pour Kazuhiro Hashimoto, un employé médical, « si nous n'arrivons pas à sortir du nucléaire maintenant, nous n'arriverons jamais à construire un monde sans cette énergie ». « Il sera trop tard pour protester après le prochain accident nucléaire. Nous espérons que celui de Fukushima sera le dernier. »

« Six mois après », note Riiko Muto, membre d'un groupe citoyen de Fukushima, nous y voyons plus clair. « Nous savons maintenant que les faits ne nous ont pas été révélés, le gouvernement ne protège pas la population, l'accident est toujours en cours... mais il y

a encore des gens qui promeuvent le nucléaire ». « Depuis le 11 mars, nous devons chaque jour prendre des décisions sur des questions comme faut-il évacuer, faut-il faire porter des masques aux enfants, faut-il faire sécher le linge dehors, faut-il labourer les champs ? » Côté mouvement ouvrier, l'initiative de la manifestation fut prise par des syndicats proches du Parti social-démocrate, mais la fédération liée au Parti communiste, Zenrohren, et des mouvements d'extrême gauche étaient aussi très mobilisés, avec un contingent de plus de 5 000 militants.

« Nous n'avons pas besoin de centrales nucléaires ! », « L'entreprise TEPCO doit payer des compensations aux victimes » scandaient les manifestants. Les initiateurs de l'appel se donnent pour objectif de réunir 10 millions de signatures pour la sortie du nucléaire. L'opinion publique est en effet de plus en plus hostile à la poursuite de la politique énergétique antérieure. À un sondage effectué par le quotidien

Mainichi Shimbun, 65% des personnes interrogées (en dehors des zones sinistrées) se sont déclarées prêtes à une réduction de la consommation électrique pour se libérer de la dépendance à l'égard de l'atome.

Pour Satoe Sakai, venu d'Osaka, « C'est aujourd'hui que nous pouvons vraiment changer la politique nucléaire; c'est le moment le plus favorable pour agir. »

Le gouvernement sent la pression. Il prévoyait, avant la catastrophe du 11 mars, d'augmenter la part du nucléaire dans la production d'électricité en la faisant passer des 30% actuels à 50% en 2030. Il doit y renoncer et promettre le développement des renouvelables. Mais il n'en pousse pas moins à la relance de réacteurs aujourd'hui à l'arrêt, veut maintenir sa politique d'exportation de l'atome et reste sous l'emprise du puissant lobby nucléocrate. Il n'y aura pas de sortie du nucléaire sans luttes et mobilisations.

Pierre Rousset

SARKOZY ET OBAMA De fidèles alliés d'Israël

La demande faite à l'ONU par les représentants de l'Autorité palestinienne a fait surgir de nombreux commentaires¹ en Palestine et dans le mouvement de solidarité. Critiques portant tant sur la stratégie employée que sur les objectifs de la démarche qui aura au moins eu le mérite de rappeler ce que défendaient l'Union européenne et les États-Unis.



Il semble déjà loin le temps où Obama représentait un espoir pour certains. Le discours de Caire, qui appelait à la fin de la colonisation et à l'établissement d'un État palestinien en 2011 ne date pourtant que d'un an et demi. Les promesses n'engagent que ceux qui y croient et, la semaine dernière, le discours d'Obama devant l'ONU a été une véritable giflée envoyée aux peuples arabes et aux Palestiniens en particulier. La presse israélienne, le saluant unanimement, ne s'y est d'ailleurs pas trompée. Ainsi, le journal populaire *Yediot* parle d'un discours «comme s'il avait été envoyé par fax du bureau de Netanyahu... [et] qu'il [Obama] a adopté à la lettre le récit narratif d'Israël». Selon le conseiller de Netanyahu, Ron Dermer, Obama

est devenu «l'ambassadeur d'Israël aux Nations unies». Est-ce à dire que le discours de Caire n'était que pure illusion? Obama a voulu incarner une rupture avec l'administration Bush et sa politique de «guerre des civilisations» pour asseoir la domination US sur la région. Avant même 2008, et la fin du second mandat de Bush, des voix au Pentagone constataient l'échec de la politique US au Moyen-Orient et critiquaient le coût, militaire mais surtout politique, de l'alliance stratégique avec un État israélien toujours plus guerrier. L'absence d'alternative à ce partenariat, certes couteux mais solide, n'a pas modifié fondamentalement les relations US-Israël depuis l'arrivée d'Obama à la Maison Blanche. La seconde raison du discours

ultra sioniste d'Obama devant l'ONU tient à des enjeux plus conjoncturels et internes. Le puissant lobby sioniste aux États-Unis, l'AIPAC a les capacités politiques de mener un travail de sape rendant la vie impossible à une administration américaine se préparant à une année électorale. L'absence d'alternative pour l'impérialisme US dans une région traversée par les révolutions et les enjeux électoraux à venir ne pouvaient laisser espérer un autre positionnement de l'administration Obama qu'un soutien indéfectible à Israël.

L'équilibre selon Sarkozy

Les commentaires de la presse française relatifs à Sarkozy pourraient laisser croire à une position dite «équilibrée», entendue par certains journalistes comme plus favorable

aux Palestiniens que celle d'Obama. Si l'équilibre consiste à mettre sur le même plan l'occupé et l'occupant, l'analyse est juste...

Le discours de Sarkozy appelle à des négociations sans préalables, au cours desquelles chaque camp devrait faire des compromis. Comment croire que des «négociations» puissent se faire d'égal à égal dans un rapport colonial? Quel compromis pourraient encore faire les Palestiniens, si ce n'est encore et toujours renoncer à leurs droits? Le discours de Sarkozy s'inscrit dans l'idéologie d'Oslo, dont l'échec est patent, et permet depuis 20 ans la poursuite de la colonisation. Il appelle de ses vœux une place plus importante pour l'Europe (et la France) dans le processus de négociation. Comme si cela pouvait changer quoi que ce soit! L'UE et la France, en favorisant l'approfondissement des relations UE-Israël, son adhésion à l'OCDE et récemment au Centre d'études et de recherche nucléaire, alors même que le programme nucléaire israélien est militaire, donnent à Israël le signal attendu pour poursuivre l'extension coloniale.

Les positions des puissances occidentales sont de fait une giflée pour la stratégie de la direction palestinienne actuelle qui pendant 20 ans s'est tournée vers les puissances occidentales, États-Unis en premier lieu, en espérant rééquilibrer ainsi un rapport de forces défavorable. L'échec est patent.

Dans le contexte des révolutions arabes, le mouvement palestinien de libération nationale, en associant l'ensemble de ses composantes (réfugiés et Palestiniens de 1948 vivant en Israël) doit pouvoir s'appuyer sur les forces qui dans la région mènent de front un combat contre leur propre régime et l'impérialisme.

Julien Rivoire

1. Lire à ce sujet «État palestinien» à l'ONU : Beaucoup de bruit pour rien? de Julien Salingue.

YÉMÉN Vers une transition par le haut...

C'est une de ces nouvelles qui annoncent de graves problèmes et des «troubles». Vendredi 23 septembre, à la surprise de la plupart des acteurs et observateurs, le président yéménite Ali Abdallah Saleh – au pouvoir sans interruption depuis 1979 –, est rentré dans son pays. Ce retour non annoncé du président a déclenché des violences soudaines qui ont fait 170 morts pour la seule semaine dernière. Le président Saleh avait été grièvement blessé le 3 juin 2011 alors qu'il se trouvait dans la mosquée du Palais présidentiel. Contrairement aux premières informations qui ont évoqué des tirs sur le palais par des lance-roquettes, il s'est avéré qu'il s'agissait d'une explosion déclenchée à l'intérieur du bâtiment. Ainsi il est probable qu'un attentat à la bombe ou à la grenade avait été préparé à l'intérieur du palais; signe de plus d'un pouvoir fragmenté et fragilisé.

Ayant reçu un éclat non loin du cœur, Ali Allah Saleh est alors évacué en Arabie saoudite où il reste pendant plus de trois mois. Le pouvoir était alors provisoirement géré par des membres de sa famille proche en attendant son retour, alors que Saleh refusait obstinément d'abdiquer en dépit de la demande des États-Unis. L'administration US est devenue méfiante vis-à-vis d'un président qui agite beaucoup la «menace Al-Qaida» pour être soutenu, alors que les USA le soupçonnent d'entretenir en partie artificiellement cette menace par un groupe auquel le pouvoir avait délibérément livré une ville (Zinjibar). Les monarchies du Golfe conservatrices – alliées étroites aux USA –, quant à elle, demandent depuis des mois à Saleh d'élaborer un «plan de transition» afin d'organiser une passation du pouvoir contrôlée à un successeur.

Refusant de façon entêtée cette idée, Saleh est donc rentré au Yémen. La nouvelle a immédiatement déclenché d'énormes manifestations partant samedi dernier de la place du Changement comme l'appellent les manifestants, dont le nom en arabe (*Meydan at-tagheir*, prononcé *thareyar*) évoque aussi celle de la place de la Libération (*Meydan at-Tahrir*) au Caire. Ce samedi 24 septembre a vu un important pic de violences, la partie de l'armée restée loyale au président bombardant les abords de la place du Changement, en visant un campement occupé par une fraction dissidente de l'armée conduite par le général Ali Mohsen al-Ahmar, qui s'est érigé en concurrent du président.

L'opposition politique est composée de différentes forces. On y trouve le Parti socialiste, héritier du parti «marxiste-léniniste» qui gouvernait le Sud-Yémen, avant sa réunification avec le Nord en mai 1990, mais qui a connu son «aggronamento» idéologique depuis. On y trouve également le parti Islah (Réforme), de tendance islamiste modéré (il accepte les règles du jeu de l'alternance démocratique), dont un membre – la journaliste Tawakel Karman, animatrice de l'association Journalistes sans chaînes – avait co-organisé les premiers rassemblements sur le campus universitaire à la mi-janvier 2011. C'est l'arrestation de Madame Karman qui avait été, le 22 janvier, à l'origine des premières grandes manifestations. À côté de ces deux grands partis politiques, on retrouve le mouvement des Jeunes de la révolution qui joue un rôle d'aiguillon de la contestation. Ces différentes forces travaillent ensemble dans une coalition : la Rencontre commune.

Dimanche 25 septembre, dans un discours télévisé, Saleh a annoncé qu'il acceptait de s'engager sur la voie d'une «transition» (telle que prônée par les monarchies du Golfe); non pas en quittant le pouvoir, mais en y restant pour organiser une élection. Visiblement, son souhait premier est de contrôler étroitement le processus qui conduira, éventuellement, à une «transition» venant d'en haut. Ce plan de «sortie de crise» est cependant inacceptable pour l'opposition.

Bertold du Ryon

en brèves

Grèce, des mobilisations en cours.

Ce week-end, un journal calculait la perte de revenus en un an d'un couple de retraités dont chacun perçoit une retraite : pour un total de 70 000 euros, ce couple de travailleurs a subi, en intégrant les dernières mesures, une perte de 24 000 euros ! C'est dire l'intolérable portée des mesures du gouvernement «socialiste», aujourd'hui à 15 % dans les sondages – et c'est encore bien trop ! Face à cela, les mobilisations sont continues mais difficiles : cette semaine, pour la première fois, tous les transports en commun athéniens étaient en grève et les taxis avec eux, rendant les transports

impossibles... ce qui n'a pas empêché le jeudi les enseignants et les étudiants de faire un très gros rassemblement contre la mise à mort du service public d'éducation. Mais en même temps, la mobilisation dans les facs contre la mise en place d'entreprises universitaires a du mal à se construire : indépendamment des opérations de la droite qui bourre des amphithéâtres pour refuser les occupations, la combativité n'est pas encore à la hauteur des enjeux, comme on a pu le voir ce dimanche soir sur la place Syntagma, où la participation de quelques milliers de personnes reste trop faible par rapport aux attaques : redonner une dynamique de masse et unitaire aux

mobilisations, tel est l'objectif à atteindre pour la gauche anticapitaliste et radicale, face aux risques de découragement devant le rouleau compresseur et la répression ordonnés par le FMI et l'UE !

Barbarie états-unienne.

Malgré les mobilisations, Troy Davis a été exécuté le mercredi 21 septembre, après l'échec du dernier recours devant la Cour suprême qui a refusé d'annuler la condamnation. Troy Davis était probablement innocent. Sa condamnation pour homicide à l'encontre d'un policier blanc en 1986 ne reposait que sur des témoins qui se sont rétractés depuis. Les soutiens ont essayé jusqu'au dernier moment

d'apporter les preuves de cette innocence, mettant en cause un faux témoignage du médecin légiste. En vain. Il avait 42 ans, dont 20 en prison. La peine de mort a été rétablie aux États-Unis en 1976. Elle existe dans 34 des 50 États américains. Dans ce triste palmarès, le Texas tient le haut du pavé. Quelques heures avant Troy Davis, un autre prisonnier a été exécuté. Il s'agissait de Lawrence Brewer, un Américain de 44 ans membre du Ku Klux Klan condamné pour un meurtre raciste. Innocent ou coupable, la peine de mort est une barbarie.

« Pot de thé » Lumière sur la lutte

Cette semaine, *Tout est à nous!* et le NPA ont choisi de mettre en lumière la lutte des salariés de l'usine de thé Fralib, à Gémenos (Bouches-du-Rhône). Depuis 119 ans, cette usine produit du thé sous la marque *Éléphant*, mais depuis quatre ans, un « liquidateur » est arrivé pour détruire l'emploi et le savoir-faire. Ce liquidateur c'est M. Lovera, un directeur envoyé par le groupe Unilever, propriétaire de la marque. Depuis l'annonce de la délocalisation de l'usine en Pologne, les salariés mènent une lutte exemplaire par sa détermination et son endurance. Début septembre, la lutte a franchi un cap avec l'occupation de l'usine, jugée viable par un rapport d'experts indépendants.

Voilà ce que ce dossier va dépeindre : une bataille contre l'austérité, les licenciements, une bataille pour que les travailleurs ne paient pas la crise une fois de plus. À chaque instant, c'est l'unité d'une classe tout entière que cherchent les 182 « Fralibiens ». Des solutions alternatives, écologiques et internationalistes sont mises sur la table.

Après les Molex, les Conti, les Ford, voici une nouvelle bataille symbolique de la combativité ouvrière. Dans le cadre de la campagne unitaire de solidarité qui s'organise dans les Bouches-du-Rhône et au niveau national ainsi que pendant la campagne électorale qui démarre, nous voulons mettre en avant cette lutte, mais pas seulement.

Des solutions politiques existent et doivent être mises en place : d'abord, il est net que les salariés devraient pouvoir disposer d'outils démocratiques de contrôle de leurs emplois, c'est le sens de notre revendication d'interdiction des licenciements. Ils devraient également disposer de fonds de soutien, constitués sur la base des cotisations patronales pour reprendre la production par eux-mêmes, relocaliser la production pour éviter des surcoûts énergétiques.

Un gouvernement anticapitaliste devrait également prendre des mesures immédiates pour l'expropriation de l'usine au profit des salariés. Enfin, comme les Fralib le soulèvent, une politique anticapitaliste ne serait rien, si elle ne pose pas les questions économiques et sociales à l'échelle internationale, dans le cadre d'un combat contre la concurrence entre les travailleurs. Tout cela, nous ne comptons bien évidemment pas le porter seuls : dès les premiers jours d'occupation, le NPA a été à l'initiative d'une campagne unitaire de solidarité qui trouvera son point d'orgue lors d'un meeting national à Marseille, le 18 octobre.

Kevin Vay, Guillaume Andreux, David Lariven, Marie Orengo, Jean-Marie Battini et Michel Touzet



Le 9 septembre, Philippe Poutou rend visite aux Fralib. (CG)

Retour sur un an de bataille

En septembre 2007, une série de mesures est mise en place pour déstabiliser les salariés : chronométrage, restructuration des équipes, suppression de postes de maintenance, embauche d'intérimaires, rétrogradation. Tout ceci modifie le rapport au travail et entame la déshumanisation de l'entreprise, entraînant surcharge et souffrance. Les Fralib ont dès lors un nouveau directeur inhumain nommé pour tuer le site.

En réponse à une augmentation dérisoire des salaires de 0,8%, la grève est votée le 8 mars 2010 et suivie à 80%. D'emblée, les mots d'ordre sont lancés sur le partage des richesses, le lien entre emplois, salaires et retraites, le rapport entre capital, travail et salaires. La production est bloquée pendant neuf semaines.

L'échelle des salaires confirme les revendications des salariés : le patron d'Unilever gagne 273 fois le Smic mensuel. En 2007, 300 millions d'euros de dividendes sont distribués aux actionnaires, 750 millions en 2008.

Les Fralib gagnent malgré une menace de délocalisation en Pologne : trois embauches d'intérimaires en CDI, trois opérateurs reclassés techniciens, 1,6% d'augmentation au lieu des 0,8 prévus, 6 euros supplémentaires de cotisations mutuelles patronales, prime d'intéressement de 210 euros, et 300 euros pour compenser les jours de grève.

Dès septembre 2010, la suppression du site est annoncée. Alors qu'ils luttent pour les retraites et qu'ils apparaissent dans toutes les manifs, les Fralib lancent des actions spectaculaires : pétitions, affichages massifs, opérations dans les hypermarchés régionaux où les produits Unilever repassent des rayons aux stocks et surtout un appel au boycott des produits Lipton. La population les soutient dans toutes leurs actions.

Les salariés subissent des attaques au tribunal : ils auraient entaché le nom du groupe en dénonçant dans leurs tracts des fuites via une société suisse afin d'échapper au fisc français. Le tribunal correctionnel ayant débouté Unilever, l'entreprise attaque à nouveau, cette fois à propos d'un discours du secrétaire du comité d'entreprise (CE).

Aujourd'hui, la lutte continue par tous les moyens, disposant d'un soutien populaire. Rien n'arrête les salariés, ils font appel à toutes les forces : presse, médias, élus, forces politiques et syndicales, pouvoirs publics, collectivités territoriales, experts, tribunal, coups d'éclats, affichages, tracts, pétitions, boycott, communications sur le site pour assurer le suivi des événements. Leur état d'esprit est affiché sur les murs de l'usine : « Celui qui lutte peut perdre, mais celui qui ne lutte pas a déjà perdu. »



Façade de l'usine Fralib. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/CG)

Du Havre à Gémenos, la lutte encore plus fort!

Le 1^{er} février 2011, un meeting de résistance réunit au Havre plusieurs délégués syndicaux venus de Belgique, d'Italie, de l'État espagnol et de France¹. Ce meeting s'affirme solidaire de la lutte des salariés de Fralib de Gémenos, dont un des représentants est présent.

En 1998, le groupe agroalimentaire réussissait à fermer son usine du Havre « pour rationaliser la production », laissant sur le carreau une centaine de salariés, dont certains n'ont toujours pas retrouvé d'emploi. Une cinquantaine d'autres étaient « délocalisés » sur le site de Gémenos, subissant la déchirure de quitter leur région et quelque

espoir devant la promesse d'un nouveau site présenté désormais comme la plateforme européenne de production. À l'époque, la grande majorité des ouvriers et ouvrières de l'usine du Havre s'étaient mis en grève, améliorant leurs indemnités de licenciement ou de déménagement.

Une quarantaine d'ex-salariés du Havre luttent encore et toujours à Gémenos et un comité de soutien regroupe au Havre des anciens de Fralib. Ensemble, ils et elles n'ont toujours pas lâché l'affaire!

1. Notre camarade Philippe Poutou était présent pour Ford Blanquefort.



Un th...

garant...
avant mêm...
lever de...
182 sala...
dans un collecti...
pour la reprise d...
Malgré les dire...
d'expertise a dé...
gement rentable...
l'heure actuelle...
mois de l'année...
énergie, loyer, et...
mois servant à e...
Les conditions...
tenir l'activité s...



Vallée du ch...

Il y a encore 40...
(quartiers de l...
limitrophes o...
était un bassin...
prises de la mét...
de la chimie, em...
travailleurs.
Depuis les anné...
tombe d'emploi...
Pechiney, Code...
Rivoire & Carr...
Moteurs Baudoi...
tures Cami... La...
d'emploi, direc...
logique capitalis...
Là où vivaient l...
des quartiers m...
cités dégradées...
Dans ce secteu...
(le PCF y avait...
tention y attei...
son épingle du...
circonscription...
Certes, l'emploi...
paru. Le nomb...
légère progressi...
Là où se succé...
avec une fréné...
tée par la spéc...

«Pot de fer» des salariés de Fralib

Le thé Élémentaire sans actionnaires!

Après la décision par le groupe Unilever de fermer l'usine de Gémenos, les salariés des thé Élémentaire, réunis en assemblée, ont élaboré un projet alternatif d'une activité industrielle. Un rapport de la multinationale, un rapport montré que leur travail était largement rentable. Et Unilever le sait bien puisqu'il a fermé pendant les quatre premiers mois de l'année, la totalité des coûts, salaires, charges, etc. sont amortis, les huit derniers mois engraisser ses actionnaires.

EN LUTTE



engraisser les... salariés. Ce projet alternatif exige que le groupe cède au collectif la marque Élémentaire, crée il y a 119 ans à Marseille, ainsi que l'outil industriel et les bâtiments, qu'il fasse les investissements prévus de longue date pour remettre à niveau l'outil de travail et qu'il assure, pendant les premières années de la reprise, la fourniture des matières premières et la commercialisation de la production.

L'idée centrale du projet est bien que la future entité soit dirigée par les salariés, avec ou sans éventuels repreneurs ou investisseurs. Posséder la totalité ou une partie du capital leur permettrait d'avoir un réel poids dans les décisions futures, que ce soit au niveau social, stratégique, pour le développement économique de l'entreprise. Les salariés veulent par exemple reprendre une production avec des produits naturels et locaux, permettant entre autres des coûts énergétiques et financiers moindres ainsi qu'une revitalisation du bassin économique local.

Si le maintien de l'emploi en Provence est un objectif central, les salariés ne s'arrêtent pas là et ont bien conscience que sans rapports Nord/Sud plus justes, c'est tout un système qui perdure. C'est pourquoi leurs propositions vont également dans le sens d'un travail avec des coopératives paysannes du Sud, avec un coût d'achat des matières premières permettant aux producteurs de thé de vivre dignement. Ils réclament notamment que l'échelle des salaires au sein de la nouvelle usine aille de 1 à 4 fois le Smic. Une lutte économique donc, mais écologique et internationaliste également, un exemple à développer, à soutenir et à populariser.

La vallée de l'Huveaune: vallée d'effacement et de la précarité

Dans la vallée de l'Huveaune, entre les communes de Saint-Marcel et de Gémenos (où se trouve l'usine Fralib), il y a un manque d'emploi. Plusieurs entreprises, de l'agroalimentaire, de la métallurgie, de l'agroalimentaire, employaient là des centaines de personnes.

Après 1970, une véritable hécatombe a touché ce secteur. Prior, Danone, Saint-Marcel Ferroviaire, Danone, Procida, BSN, Danone, Danone, Nestlé, Net Cacao, Pein, etc. ont fermé leurs usines. Une liste longue des centaines d'emplois et induits, détruits par la crise.

Les travailleurs et leur famille, les logements n'abritent plus que des familles et leur cortège de chômeurs. Historiquement de gauche (Philippe Poutou député en 1978), l'absence de records et la droite tire le jeu en enlevant en 2007 la majorité à un PS clientéliste.

Il n'y a pas complètement disparu de salariés serait même en danger. Mais pour quels emplois? Les usines, poussent vers le haut toute capitaliste alimentaire foncière, les grandes

Ils les soutiennent

Claude Hirsch, réalisateur du film *Pot de thé / Pot de fer* sur la lutte des Fralib

Que restera-t-il de la lutte des Fralib dans quelques années?

Claude Hirsch, ancien ouvrier et syndicaliste dans l'automobile et réalisateur, a suivi les ouvriers, caméra à la main, pendant un an. Il en a tiré un film, *Pot de thé / Pot de fer*, présenté pour la première fois aux ouvriers le 23 septembre à l'usine de Gémenos.

Ce qui l'intéresse, c'est de parler des avancées et perspectives de la classe ouvrière. «Ici c'est un groupe avancé de la lutte ouvrière. Ce que le film veut refléter, ce sont les difficultés des leaders syndicaux et les difficultés des ouvriers moyens combattifs avec leurs doutes et leurs croyances dans leurs délégués syndicaux. Le film est un constat de là où en est la classe ouvrière en 2011.»

Claude Hirsch a pu filmer pendant un an les moments les plus importants de la lutte. «Au final, je suis content de la richesse de ce qu'ils ont dit par rapport à la problématique de l'état de la classe ouvrière.»

Le film est diffusé par l'association Pol'Art à l'adresse: <http://www.asspolart.com>

«Pépé», ex-salarié de NetCacao

Patrice Petregno, dit «Pépé», est l'un des 188 ouvriers de chez NetCacao qui viennent de perdre leur emploi après une bataille acharnée. Entre deux rendez-vous à Pôle emploi, on le croise facilement chez les Fralib, venu rendre visite aux copains. Faisant facilement le parallèle entre les deux luttes il se souvient du directeur venu liquider son usine, comme aujourd'hui chez les Fralib: «au tribunal il nous avait apporté son CV, et là on s'est rendu compte que sa dernière formation c'est du management en cessation d'activité, ça veut tout dire! Ils mettent le prix pour casser les boîtes. Pas forcément que pour faire du profit, c'est aussi une question idéologique, rien d'autre que le combat du capitalisme contre le peuple.»

Tout ce qu'il espère, c'est bien évidemment que ses collègues gagnent mais pas seulement. «La solution est facile, tu me dis où est la mèche et je vais chercher un briquet. La révolution n'est pas encore là, mais si on prend l'exemple de la Tunisie, la mèche a été un mec qui s'est mis le feu, ça peut partir à tout moment. J'espère que ça partira assez vite pour que je sois pas trop vieux pour y participer.»

Interview de Gérard Cazzorla, secrétaire du CE de l'usine Fralib



Gérard Cazzorla. (DR)

peut apporter comme proposition pour le projet alternatif.

Les salariés qui ne sont pas encore licenciés peuvent accéder à l'usine comme par exemple l'assistante sociale qui tient toujours ses permanences. Ils nous accusent même d'insulter l'encadrement alors qu'ils ne viennent plus. C'est Unilever qui a dit à l'encadrement de ne plus venir à partir du 2 septembre.

Philippe Poutou est venu vous voir, quel est votre sentiment sur cette visite?

Philippe c'est quelqu'un comme nous, il a vécu des choses comme nous, cela a été très convivial. Cela prouve que même quand on vient du monde ouvrier, on peut comprendre les problèmes politiques de la société, on peut apporter des choses.

Et sur les politiques en général?

Sur les politiques il y a beaucoup de disparités, à part Philippe qui est comme nous, on a vu François Hollande, Mélenchon, ou encore Ségolène Royal. Je pense qu'ils se servent aussi de nous, il ne faut pas être naïf, la lutte que l'on mène aujourd'hui est une lutte que les politiques de gauche veulent avoir à leur côté. Est-ce qu'ils écoutent vraiment? Est-ce qu'ils font tout vraiment? Je pense que certains ne font pas tout ce qu'ils pourraient faire.

Agenda des Fralib

30 septembre: rassemblement unitaire de soutien au square Léon-Blum, à Marseille, pour soutenir les salariés dans le cadre de leurs procès.

3 octobre: manifestation nationale de la Fédération agroalimentaire de la CGT au départ de l'usine, à 14 heures.

11 octobre: les salariés seront présents dans la manifestation à Marseille tandis que Gérard Cazzorla,

secrétaire CGT du CE, sera attaqué devant le tribunal correctionnel de Nanterre.

18 octobre: meeting national de soutien unitaire (du NPA jusqu'au PS) avec des représentants nationaux de chaque organisation. Le meeting sera précédé d'une manifestation et se conclura par un concert.

19 octobre: procès en appel sur le fond au sujet de la délocalisation de l'usine, à Aix-en-Provence.

l'essai

UN TROUSSAGE DE DOMESTIQUE
Coordonné par Christine Delphy

Éditions Syllepse
82 pages
7 euros



Qui a dit : « J'ai eu le sentiment d'être humilié avant d'avoir pu dire un mot », « Cette légèreté, je l'ai perdue pour toujours »? Nafissatou Diallo? Tristane Banon? Eh non, DSK lors de son show au 20 heures. On aura tout entendu et surtout ceci : le suspect est en fait la victime et la victime présumée... la coupable! DSK a seulement omis de répondre à la question de Clémentine Autain¹ : « Comment est-ce possible qu'une femme entre dans votre chambre d'hôtel et recache votre sperme entre 7 et 9 minutes plus tard? » Quel séducteur...

Si son numéro vous a donné l'envie de casser votre télé, si vous vous étiez bien gardé de l'allumer ou si vous étiez devant TF1 en train de manifester votre exaspération, lisez ce recueil d'articles qui remet les pendules à l'heure.

22 féministes y décortiquent les discours médiatiques des amiEs de DSK. Il ne s'agit pas « de révéler l'affaire, mais d'envisager l'affaire comme un révélateur ». Et le bilan est accablant : « des cœurs meurtris des amis ont surgi des cris d'une sincérité rare, qui, perçant le mur de la langue de bois, nous ont révélé la vérité de ces cœurs : ils sont remplis d'une misogynie dont la profondeur n'a d'égale que leur arrogance de classe. »

Déni des comportements sexistes des hommes publics, confusion entretenue entre sexualité et agression sexuelle, négation du consentement sont autant de leitmotifs qui dressent le portrait sans appel d'un société qui occulte toujours le crime de viol : 75000 viols environ sont commis chaque année en France pour 2000 condamnations. Une preuve que l'absence de procès pénal ne démontre en rien l'innocence.

Autre fait qui échappe aux amiEs de DSK, pour qui les violences sexuelles sont toujours chez les autres : celles-ci sont de tous les milieux, de tous les quartiers. « De la même façon que la race, la classe et l'appartenance à un certain contexte géopolitique de la victime semblent conditionner la possibilité de sa défense dans les médias dominants : il n'y a de violeurs que dans les « caves de cité » [...] Les journalistes d'Arte² n'ont ainsi mené aucune enquête au FMI où la consigne en vigueur était pourtant de "ne jamais laisser DSK seul avec une femme dans son bureau" ».

Au fil des articles, transparaît « la permanence du sexisme en France », résultat de l'organisation patriarcale de la société, et la profondeur des « solidarités de genre, de race et de classe » dont Nafissatou Diallo, comme tant d'autres, fait les frais. Mais sa mise à nu et l'abandon des poursuites suscite un salutaire sursaut de révolte auquel ce livre contribue.

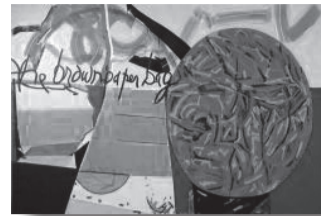
Capucine Larzillière

1. Dans le dernier numéro de Elle.
2. Auteurs en 2010 de La Cité du mâle mettant en exergue les violences sexistes dans les banlieues.

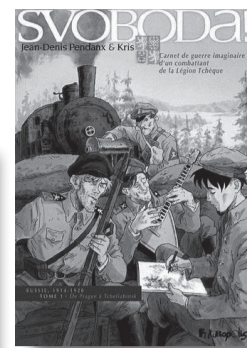
À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



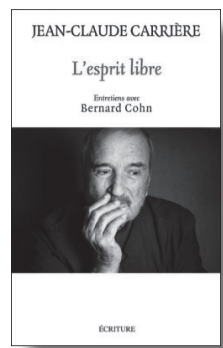
MUSIQUES
KOSHER NOSTRA - Jewish gangsters greatest hits
Essay recording
Quelque part entre le chef d'œuvre Il était une fois en Amérique de Sergio Leone et le livre culte Le roi des juifs de Nick Tosches, cette compilation rappelle de quelle manière les juifs new-yorkais et notamment leur « mafia », ont contribué à la musique populaire américaine. Loin de limiter la sélection à des titres trop évidents ou seulement « communautaires », les deux maîtres-d'œuvre (les dj's Shantel et Oz Almog) ont su porter une attention amusée au rayonnement lointain d'une culture yiddish qui se retrouva aussi bien chez les Andrew Sisters, Tom Jones ou Chubby Checker, le prometteur « noir » du twist. Preuve que cette histoire n'est pas finie, Jay-Z, le ténor hip-hop de Big Apple, ne déclamaient-il pas « La Heim » dans son titre emblématique Roc boy?
King Martov



EXPOS
TÉLÉMAQUE, LA CANOPÉE / THE BROWN PAPER BAG
Galerie Louis-Carré, Paris, jusqu'au 8 octobre
« Pas de style du tout », « ne pas prendre de mauvaises habitudes », voilà ce que recommandait Télémaque aux jeunes peintres dans l'un des derniers numéros de Critique communiste. De quelle manière continue-t-il à appliquer ce précepte à sa propre création, voilà l'une des démonstrations les plus bluffantes et réconfortantes de cette exposition. Mais ce n'est pas tout : qu'est-ce qui, dans ces tableaux, procède de l'« inachevé »? Ou du cubisme? Et la couleur, quand c'est celle de ces sacs de papier brun servant autrefois d'étalon aux noirs américains pour mesurer leur « degré de métrissage et d'intégration dans le monde des blancs » et exclure celles et ceux d'entre eux dont le teint de peau était plus foncé? Et qu'est-ce encore que peindre « la canopée »? « Secouer le regard », selon sa propre expression, Hervé Télémaque y excelle plus que jamais.
Gilles Bounoure



BD
SVOBODA! Carnet de guerre imaginaire d'un combattant de la Légion tchèque
Jean-Denis Pendanx, Kris Futuropolis / 12 euros
Kris aime utiliser l'histoire pour y trouver la trame de ses récits. Il l'a fait avec Un Homme est mort, récit de grèves des travailleurs et de répression, il le fait ici avec l'histoire de la Première Guerre mondiale. Des soldats tchèques et slovaques faits prisonniers par l'armée tsariste ont profité de la Révolution russe pour s'enfuir et tenter de rejoindre leur pays. Ils se sont emparés d'un train et cette armée fantôme de 70000 hommes a traversé les événements de la Révolution russe, portés par la volonté de retour dans leur patrie. Ce périple a été l'occasion d'une expérimentation sociale puisque les soldats ont mis en place un système de gouvernement démocratique dans lequel tous étaient citoyens. À partir du récit de personnages imaginaires, les deux auteurs donnent leur vision de ce pan méconnu mais passionnant de l'histoire.
Sylvain Pattieu



LIVRES
L'ESPRIT LIBRE, entretiens avec Bernard Cohn
Jean-Claude Carrière
Écriture / 19,95 euros
Tout le monde évoque Forman, Bunuel, Tati etc., oubliant généralement leur scénariste commun, Jean-Claude Carrière. Il ne boude pas son rôle d'artisan et en fait, quand il raconte sa vie, on découvre un total hallucinant de romans, de films, de pièces et de rencontres, entre clowns et clones, entre le Dalai-Lama et Einstein, entre Peter Brook et Jesus Franco, Carrière parle très simplement de lui et de sa vie, sans jamais prendre la grosse tête. Mais aussi à parler du bouddhisme ou du Mahâbhârata. On appelait cela, jadis, un « honnête homme ».
Ça lui va bien.
Paul Louis Thirard

EXPO Images du monde « à l'envers », vues sur sa réversibilité

« C'est le monde à l'envers ! », cette exclamation toujours en usage fut aussi jadis un thème de choix de l'imagerie populaire. À Épinal, le musée de l'Image lui consacre une belle exposition, confrontant planches anciennes et œuvres d'un artiste d'aujourd'hui.

Dès l'apparition de l'imprimerie en Europe, on a commencé à colporter des images destinées à agrémenter les logements modestes, figures de saints, scènes bibliques ou héroïques, mais aussi représentations caricaturales ou distrayantes. « Die verkehrte » ou « die widerwertige Welt », « de verkeerde Wereld »,



Le cheval est devenu maître. C'est lui qui est maintenant dans le cabriolet, et qui se fait voiturier par le cocher. Allons, hue! hue donc! hop! hop là!

« the world upside down », « il mondo alla rovescia », « el mundo al revés », « le monde renversé » ou « à rebours », peu de pays ont ignoré l'image du cheval chevauchant le cavalier, du lapin tirant sur le chasseur ou du bœuf découpant le boucher. Si l'on parle à leur sujet d'images d'Épinal, plutôt que de Chartres ou d'autres centres historiques de l'impression populaire, c'est que Pellerin, à la fin du XVIII^e siècle, installa dans cette ville un atelier doté de dessinateurs comme Georquin et d'outils semi industriels permettant à l'Imagerie d'Épinal de dominer le marché au siècle suivant. Le musée créé par la ville sur les restes de cette entreprise mérite à lui seul la visite pour son fonds iconographique sans équivalent.

Voilà longtemps qu'historiens et anthropologues ont mis en parallèle les images du « monde à l'envers » et les moments rituels d'inversion des rôles sociaux où les femmes pouvaient prendre la place des hommes et les esclaves celle des maîtres. Saturnales, carnivals et fêtes des fous d'Europe ont eu leurs équivalents presque partout ailleurs. Des spécialistes comme Georges Balandier n'y ont vu que « ruses du pouvoir » : loin d'être libératrices, de telles fêtes ou cérémonies tendaient au contraire à confirmer l'immuabilité de l'ordre social et sa capacité à résister à toute tentative de renversement. Pour M. Lever, si le thème du monde à l'envers a bien exprimé un désir « fantasmatique des humiliés », il fut vidé « de toute substance subversive » et asservi « aux conformismes de

l'idéologie louis-philipparde » quand les imagiers d'Épinal en firent une production surtout destinée aux enfants, hors d'état de « remettre en question l'ordre du monde, celui des adultes, où les choses sont à l'en-droit. » Est-ce si sûr?

La même époque « louis-philipparde » vit un certain Karl Marx appliquer l'idée du monde renversé, « die verkehrte Welt » selon ses propres mots, non seulement à la religion, « conscience inversée du monde », et à l'idéologie présentant « les hommes et leurs rapports la tête en bas (auf den Kopf gestellt) », mais aussi à l'argent, « monde à l'envers, confusion et permutation de toutes les qualités naturelles et humaines ». Ce n'était pas seulement la dialectique qu'il s'agissait de remettre « sur ses pieds », mais le monde même, et tel demeure l'objectif de « la politique comme art du retournement » selon la formule de Daniel Bensaïd, qui suppose que l'état du monde est amendable, et non pris dans un processus de catastrophe « transcendant » comme disent certains commentateurs actuels. La belle idée de la réversibilité de « l'ordre du monde », voilà une raison de plus de visiter l'exposition du musée de l'Image de la ville d'Épinal, avec ses planches joliment naïves, son utile catalogue et les aimables « objets impossibles » dont a su les accompagner Patrick Neu.

Gilles Bounoure

Exposition « Connivence », deuxième volet, mettant en lumière les images des Mondes à l'envers et les œuvres de Patrick Neu, au musée de l'Image d'Épinal, jusqu'au 2 novembre 2011.

Rigueur, récession... et émancipation

Ceux qui gouvernent le monde sont aujourd'hui devant un dilemme stratégique : rigueur ou relance budgétaire ? Rien ne semble indiquer que les classes dirigeantes des pays capitalistes développeront à coordonner leurs politiques avant qu'une nouvelle récession mondiale survienne.

Le temps où le FMI déclarait sur un ton rassurant que la crise était terminée semble aujourd'hui très lointain. Pourtant ce n'était qu'en avril dernier. La crainte d'une nouvelle récession mondiale est aujourd'hui dans les esprits de tous les gouvernants. Ils ne sont cependant pas tous d'accord sur la tactique à adopter face à cette menace. Alors que les grandes firmes et les investisseurs adaptent leur stratégie sur les marchés en présumant que la récession sera au rendez-vous, le patron de la Banque mondiale, Robert Zoellick, déclarait le 6 septembre qu'il « ne pens[ait] pas que les États-Unis et le monde [allaient] retomber en récession ».

Face au spectre de la récession, les pays capitalistes développés ont, depuis maintenant un mois, montré à la fois l'impuissance de leur politique économique et la concurrence aveugle qu'ils se livrent entre eux. Même si plusieurs gouvernements disposent de réserves financières pour mettre en œuvre une véritable politique de relance économique, « les États [dont les États-Unis et l'Allemagne] qui pourraient dépenser plus s'y refusent, et ceux qui voudraient dépenser plus ne le peuvent pas » (Martin Wolf, *Le Monde*, 6 septembre). De même pour les banques centrales. Pourquoi ce refus ? Parce qu'ils craignent tous d'être pris d'assaut par les spéculateurs et la finance privée qui les accuseraient de « laxisme » budgétaire. Par conséquent, le monde poursuit sa descente aux enfers parce que les États capitalistes aux reins solides, à l'instar de l'Allemagne d'Angela Merkel, défendent leurs « intérêts nationaux » contre les mauvais élèves de l'austérité comme la Grèce, l'Italie et l'Espagne. Drôle de mentalité que celle de ces « responsables » dont la crédibilité n'a jamais fait de doute : laisser le bateau couler au lieu d'unir les efforts des passagers de la classe affaires à ceux de la classe économique. Tout le problème consiste alors à formuler une stratégie apte à faire converger les politiques des États capitalistes. C'est le sens du texte programmatique de la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, publié dans le *Financial Times* le 16 août dernier. Usant et abusant de la novlangue du capital, Lagarde avertit les classes dirigeantes que la généralisation des plans d'austérité risque d'entraîner l'essoufflement d'une reprise déjà anémique.

Face aux attaques néolibérales...

Deux pistes à suivre sont esquissées pour sortir de cette impasse. D'abord unir la politique des pays développés dans une même orientation stratégique. Elle écrit en ce sens : « Après l'éclatement de la crise à la fin de 2008, les responsables mondiaux ont uni leurs efforts dans un but commun. Leurs actions nous ont



ainsi épargné une répétition de la Grande Dépression des années 1930, en soutenant la croissance, en s'attaquant à la sclérose des artères financières, en rejetant le protectionnisme et en fournissant des ressources au Fonds monétaire international. Le moment est venu de raviver cet esprit, non seulement pour conjurer tout risque de rechute, mais aussi pour mettre l'économie mondiale sur la voie d'une croissance robuste, soutenue et équilibrée. » L'esprit de 2008 n'est rien d'autre que celui qui porte les finances publiques au chevet du capital malade, qui fait payer la crise capitaliste aux peuples et qui rejoint l'engagement actif de l'État pour assurer l'accumulation des profits au sein du paradigme néolibéral.

Face à ses pairs qui soutiennent que les États n'ont plus la capacité financière pour « renouer avec l'esprit de 2008 », Lagarde détaille une stratégie de classe pour sortir de cette impasse, en distinguant une tactique à court terme de relance énergique et une politique à moyen terme de dépossession des citoyens de leurs droits et acquis sociaux. « Il faut poursuivre simultanément deux objectifs », écrit Lagarde, « assainissement à moyen terme et soutien à court terme de la croissance et de l'emploi. Cela peut paraître contradictoire, mais ces deux objectifs se renforcent mutuellement. Les décisions qui sont prises pour rééquilibrer à terme les finances publiques, en mettant en place les conditions d'une amélioration soutenue des comptes de l'État, créent à court terme un espace permettant de soutenir la croissance et l'emploi. »

Stratégie cohérente puisque les contre-réformes néolibérales à moyen terme n'auraient pas d'incidence sur la demande d'aujourd'hui :

« en procédant par exemple à la réforme des prestations sociales ou à la refonte de la fiscalité ». Quant au court terme, il s'agit de mesures « visant à rehausser la productivité, la croissance et l'emploi », ou encore à « accélérer la mise en œuvre des projets d'infrastructure déjà prévus ». Si l'on traduit son propos, elle plaide donc pour la casse de l'État social menée conjointement avec une politique visant à accroître l'intensité de l'exploitation au travail, en vue de convaincre les entreprises d'investir dans la production. En somme, la poursuite de la guerre de classe dirigée contre les classes populaires depuis 30 ans.

... la riposte unitaire des peuples

Qu'en est-il dans ce débat de ceux qui ont pour horizon, non pas « la confiance des marchés », mais l'émancipation des hommes ? Rien n'est plus faux que de croire que la rigueur et les contre-réformes néolibérales sont des remèdes inévitables pour soigner le malade ; qu'il n'y a pas d'alternative possible. Comme Daniel Bensaïd aimait le rappeler, le champ des possibles n'est déterminé que par la lutte. Les possédants et les partisans de l'ordre établi ont toujours eu recours à ce faux argument consistant à dire et à redire à satiété que nous sommes condamnés à subir leur politique, ajoutant que c'est pour notre bien et dans notre intérêt, et, de surcroît, que sans doute nous comprendrons un jour ou l'autre qu'ils avaient raison. Pour ceux d'entre nous qui étions dans le camp du Non de gauche au Traité constitutionnel européen en 2005, dans les rues contre le CPE semaine après semaine au printemps 2006, ou encore pour les retraités à l'automne 2010, la fatalité de l'économisme ambiant n'est plus que ce qu'elle est en vérité : un voile idéologique servant à consolider le pouvoir d'une oligarchie capitaliste. Et nous ne sommes pas seuls : les Indignés de la Puerta del Sol et de Syntagma, de place Tahrir et place de la Casbah, de Tel-Aviv et de Santiago parlent aujourd'hui la même langue, signe des convergences et des nouveaux possibles qu'ont ouvert toutes ces luttes. Le décalage entre le profil de ces dernières et les débats à gauche dans la campagne pour les primaires socialistes souligne enfin tout le travail politique qui reste à faire.

Dimitris Fasfalis

Hommage

René Cottrez



René n'aura profité que quelques mois de sa retraite, avant d'être peu à peu accaparé par son dernier combat : deux ans à se battre contre un cancer dû à l'amiante avec le même courage qui l'animait dans ses combats contre l'exploitation et l'oppression. Ce n'est pas sans mal que la reconnaissance comme maladie professionnelle a été obtenue, car les patrons contestent de plus en plus, mais sauf erreur il n'y en a guère qui en aient été affectés...

Jeune ouvrier embauché à Renault-Cléon, à 18 ans, René s'était jeté dans la fournaise des mois de mai-juin 1968. Il y joua un rôle déterminant dans le démarrage de la grève dès le 15 mai. Militant révolutionnaire, il est resté fidèle à ses convictions, quelquefois dans des conditions fort difficiles, quand il s'était retrouvé, de la fin des années 1970 au début des années 1980, seul militant à défendre les idées de la LCR dans une usine de 9000 salariés. Il avait joué un rôle important dans plusieurs grandes grèves, encourageant les travailleurs à agir par eux-mêmes, ce qui n'était pas bien vu par les dirigeants syndicaux de l'époque. Il fut à plusieurs reprises candidat de la LCR aux législatives dans la circonscription d'Elbeuf. Passionné de photographie, il avait constitué une collection d'appareils unique. Il savait tout faire de ses mains et avait remonté, quasiment seul, une maison en ruine en Corréze dont il comptait bien profiter avec sa famille et ses amis. Il était curieux de tout, et ses dernières lectures allaient du gros livre de Onfray sur Freud et la psychanalyse au *Missak* de Daeninckx sur la vie du résistant internationaliste Manouchian. Avidé de connaissances, il était devenu un praticien du droit du travail redouté des patrons et de leurs larbins. À partir du secteur juridique, dans le cadre de l'union locale CGT d'Elbeuf, il s'était attaché à l'organisation des salariéEs, en particulier dans des boîtes où la politique patronale s'oppose à toute présence syndicale. La CGT Cléon lui avait aussi confié des mandats importants. Bourru, pas toujours facile d'abord et têtue comme une mule, c'était en même temps une figure reconnue, appréciée et respectée. Il restera dans toutes les mémoires comme un sacré bonhomme.

On était un certain nombre à l'aimer comme il était. Josette, dont il fut le compagnon de toujours, ses deux « gars » et leurs compagnes, ses petites-filles, en ont eu le témoignage par la nombreuse affluence et les hommages qui lui ont été rendus le jeudi 22 septembre au crématorium d'Évreux par Jacky Touzain, ancien secrétaire général du syndicat, Jean-Marie Canu, son vieux camarade et complice de toujours, et Christine Poupin au nom du NPA.

Nous continuerons ses combats pour changer radicalement cette vie et débarrasser l'humanité du capitalisme.

Ses camarades du NPA Haute-Normandie

courrier

Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Pierre Péan. Les militants engagés contre la Françafrique ont dû avoir un pincement au cœur à la lecture du dernier *Tout est à nous !* On y trouve une critique pour le moins myope du dernier ouvrage de Pierre Péan, *La République des mallettes*.

Depuis la publication de son livre *Noires fureurs, blancs menteurs*, en 2005, il est pourtant difficile d'ignorer que la recherche de la vérité ne constitue pas la motivation des « enquêtes » de Pierre Péan. Dans ce livre consacré au génocide du Rwanda de 1994, Péan réalisait, selon les termes de la journaliste belge Colette Braeckmann, « la synthèse de tous les négationnismes déjà publiés » (*Le Soir*, 26/11/05), n'hésitant pas à reprendre à son compte certains poncifs de l'idéologie qui a conduit au génocide. Péan revendique d'avoir écrit ce livre pour prendre la défense de certains officiers français, accusés de complicité de génocide. C'est en effet au Rwanda que l'impérialisme militaire français a commis le plus grave de ses – nombreux – crimes, et le livre avait pour fonction de servir de contre-feux, face à l'accumulation des preuves,

patiemment récoltées notamment par l'association Survie, qu'il entendait discréditer par la calomnie. Avec *Le Monde* selon K., Péan dégomme Kouchner (cible facile !) pour les mêmes raisons, celui-ci étant accusé d'être l'artisan d'un rapprochement diplomatique franco-rwandais, au nom duquel certains militaires craignaient d'être sacrifiés, la complicité de génocide étant un crime imprescriptible. [...] Une grille de lecture qui peut s'appliquer à d'autres ouvrages de Péan, depuis *Affaires africaines* en 1983 jusqu'au dernier en date, et que l'auteur lui-même ne dément pas lorsqu'il explique à *Télérama.fr* (19/02/2009) qu'il « ne gêne pas les gens de pouvoir » sauf quand ils « se retrouvent dans [s]on axe » et qu'il doit, pour écrire ses livres, « protéger des gens qui ne sont pas théoriquement protégeables, c'est-à-dire qu'on fait en sorte de ne pas les attaquer. » Les indignations de Pierre Péan, qui fut un proche du dictateur Omar Bongo, de Grossouvre, l'homme de l'ombre de François Mitterrand, et de quelques autres personnalités sulfureuses de la galaxie française, sont en effet à géométrie variable,

mais marquées par un souci commun : « il faut savoir jusqu'où ne pas aller trop loin. [...] Je ne divulgue pas [...] quelque chose qui remettrait en cause très profondément des choses, des secrets d'État. Il y a des choses que je respecte. » La nouveauté du dernier ouvrage, c'est donc moins la présence de scoops, assez rares dans ses livres contrairement à une idée reçue, que la mise en cause directe de Nicolas Sarkozy qui avait été jusque-là épargné, ce qui a vraisemblablement provoqué le grand déballage de Robert Bourgi dans les médias, destiné à faire diversion. On saura peut-être ultérieurement s'il s'agit d'un avertissement à Sarkozy, quels intérêts français ou africains il rencontre... Mais il est en tout cas regrettable de faire prendre aux lecteurs de *Tout est à nous !* des vessies pour des lanternes, et les révélations sélectives de Pierre Péan, l'un des principaux artisans de la désinformation sur l'impérialisme français ces dernières années, pour le travail d'un enquêteur honnête qui partagerait notre combat.

Robin Guébois

Libération de Sonja et Christian !

Mercredi 14 septembre à 8 heures du matin, Christian Gauger et Sonja Suder, anciens militants des Cellules révolutionnaires, (mouvement anti-impérialiste allemand sans activité connue depuis plus de 30 ans) ont été extradés – en ambulance – vers l'Allemagne, en catimini, dans l'indifférence des médias, et sans que leur avocate ait pu s'entretenir avec eux et entreprendre la moindre démarche pour faire suspendre cette odieuse décision. Après quatre années de procédures, le gouvernement français, soufflant en permanence le chaud et le froid, a courageusement décidé d'envoyer en prison Christian, 68 ans, gravement malade, incapable selon les experts médicaux de supporter une détention, et Sonja, sa compagne,

76 ans. Ceux qui s'étaient indignés lors de la demande d'extradition formulée par les USA envers Roman Polanski, en invoquant le temps écoulé depuis les faits qui lui étaient reprochés, restent muets ! Leur indignation serait-elle sélective ? Les faits reprochés par la justice allemande à ces deux militants anti-impérialistes remontent à plus de 35 ans. Jamais condamnés (la peine par contumace n'existant pas dans le droit allemand), ils devront être jugés pour leur participation supposée à des actions qui font partie maintenant de « l'Histoire ».

Nous ne devons pas nous résigner devant cette décision lamentable et exiger la libération de ces deux camarades, leur retour en France, et l'arrêt des poursuites judiciaires.

Un comité de soutien doit être prochainement mis en place afin d'organiser la mobilisation autour de Sonja et Christian, en France et en Allemagne.

Alain Pojolat

Fonderie du Poitou : l'indispensable élargissement

Près d'un mois que les salariés de la Fonderie du Poitou sont en grève contre la baisse de leur salaire de 25%. Un mois de manifestations dans la région, devant le siège de Clichy, de Renault (principal donneur d'ordre), au Futuroscope, etc. Un mois de rendez-vous avec les représentants institutionnels (département, région, Premier ministre) et politiques de tous bords. Un mois de rencontres avec les salariés des entreprises de la région, des fonderies, de la branche automobile.

Malgré ce déploiement militant, la direction maintient son plan d'austérité tout en expliquant clairement qu'en cas de refus, elle tenterait d'imposer un plan de licenciement. Elle tente de contourner la grève en augmentant la production sur le site de Châteauroux. Pendant ce temps, l'État se contente de mobiliser gendarmes et flics pour intimider les grévistes. De leur côté, les donneurs d'ordre comme Renault ou les responsables politiques se déclarent incompétents et impuissants.

Pour les travailleurs de la Fonderie, la seule issue reste bien leur capacité de mobilisation mais surtout le soutien des autres salariés et, pourquoi pas, un élargissement du front de lutte. En effet, la volonté de la direction de réduire les salaires pourrait bien donner des idées à d'autres patrons, comme on l'avait vu au moment où se sont multipliées les attaques contre les 35 heures. Quant aux menaces de fermeture de sites et aux licenciements, la branche automobile, si elle n'est malheureusement pas la seule, est en première ligne : plusieurs milliers d'emplois supprimés chez PSA en préparation d'attaques plus importantes, chômage technique chez Renault et menaces immédiates dans le tout le réseau de la sous-traitance (Gefco, Faurecia, etc.). Face à cette attaque globale, il faut une réponse globale. L'intersyndicale de la Fonderie du Poitou appelle l'ensemble de la filière automobile à une manifestation jeudi 29 septembre à Châteauroux. Ce rassemblement ne devrait pas être seulement l'occasion de manifester soutien et solidarité aux travailleurs de la Fonderie, mais aussi de décider d'une mobilisation, d'une grève de l'ensemble de la filière contre les fermetures de site, les licenciements, pour la défense des salaires et des conditions de travail.

Robert Pelletier

Jeudi 29 septembre, manifestation pour la Fonderie du Poitou. RV à 10h30, sur le site de Montupet-Châteauroux (ZI de la Martinerie 36130 Diors).



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/TAOUS)

Le CPN rassemble les militants élus pour décider des orientations du NPA. Nous avons débattu de la rentrée, de la crise et des campagnes qui peuvent être menées sur ces thèmes. Ce CPN a aussi servi à lancer la campagne présidentielle autour de Philippe Poutou. Comme ces derniers mois, les débats ont été difficiles mais avec à chaque fois des conclusions visant à tourner l'organisation vers l'extérieur.

Crises du capitalisme

Le CPN a constaté l'approfondissement de la crise, concrétisé par les différents plans de rigueur en Europe, la panique du secteur bancaire, les plans de licenciements, la crise énergétique ou encore la montée de l'extrême droite.

Les mobilisations en Europe contre les politiques antisociales et les 60 000 manifestants à Tokyo contre le nucléaire montrent que des résistances existent, même si, en France, la défaite sur les retraites pèse encore. Cependant, plusieurs éléments indiquent un affaiblissement du gouvernement : la grève du 27 septembre dans l'éducation, la crise au sein de l'UMP autour des « valises de Karachi » et les élections sénatoriales.

Si nous n'en sommes pas encore à une riposte organisée, des éléments existent pour modifier le rapport de forces.

Une campagne contre la dette

Le CPN a décidé le lancement d'une campagne contre la dette. Celle-ci est une véritable arme de guerre sociale, un transfert de richesses des couches populaires vers les banquiers. En 2011, 142 milliards d'euros lui sont consacrés.

La discussion a permis d'atténuer les divergences. Il a ainsi été décidé de contribuer à une campagne unitaire de masse à partir des divers collectifs actuellement existants. Les points d'appui sont nombreux : la révolte contre l'austérité, l'idée qu'il faut arrêter de payer la dette en attendant de mettre le nez dans les comptes.

Le NPA défendra l'annulation de la dette, l'ouverture des livres de compte et la saisie des banques, parce que ce n'est pas notre dette et que pour répondre à la crise, il faut ôter le pouvoir aux banques. Cette campagne démarre dès les manifestations du 11 octobre, les multiples échéances du 15 octobre, la manifestation contre le G20. Le NPA fera aussi le lien avec les autres dimensions de la crise du capitalisme, en particulier la crise énergétique, notre solidarité avec les révolutions arabes ou les mobilisations contre les licenciements.

Lancer la campagne Poutou

Ce CPN a aussi été l'occasion de lancer la campagne présidentielle, même si des divergences existent toujours et que des camarades y restent opposés. L'axe fondamental décidé par le CPN est le suivant : « Ce n'est pas aux salariés et à la population de payer la crise globale du capitalisme, il faut virer Sarkozy et sa majorité sans faire aucune confiance au PS et à ses alliés, qui annoncent une austérité de gauche ».

Nous voulons faire entendre la voix des sans voix, de ceux qui refusent de continuer à subir la crise, la voix des exploités et des opprimés. Nous entendons défendre un programme d'urgence contre la crise du capitalisme, un programme de lutte, [...] un programme de rupture avec ce système. [...]

Cette campagne est aussi l'occasion de relancer la dynamique d'un rassemblement anticapitaliste, du rassemblement de toutes celles et tous ceux qui veulent œuvrer à une transformation révolutionnaire de la société, dont le NPA n'est qu'une étape. »

CPN DES 24 ET 25 SEPTEMBRE Se tourner vers l'action

La discussion a été approfondie concernant les axes précis que nous défendrons et le matériel que nous prévoyons. Une commission d'organisation de la campagne a été élue. Ce dernier élément a produit des tensions, des camarades craignant que cette commission ne concurrence les cadres démocratiques de l'organisation. Pour la majorité, il s'agit simplement d'un outil pour répondre aux nombreuses tâches politiques et techniques qui découlent de la campagne. Mais elle respectera les cadres démocratiques de l'organisation, elle travaillera sous le contrôle et la responsabilité du CPN et du comité exécutif (CE).

Éléments de fonctionnement interne

Un nouveau CE a été élu. Il passe de 31 à 26 membres et reflètera les votes de la conférence nationale de juin dernier. Enfin, afin de relancer les débats dont le NPA a besoin, deux chantiers ont été ouverts. Un premier sur les statuts et le fonctionnement. Le second sur les débats stratégiques.

Ce CPN ne règle pas tous les débats. En prenant des décisions qui engagent toute l'organisation dans les campagnes contre la dette et pour l'élection présidentielle, en redémarrant les débats internes sur la stratégie et les statuts, l'objectif est de construire une organisation vivante, qui débat et se tourne vers l'extérieur.

Antoine Larrache

500 signatures

Une motion a été votée concernant la recherche des parrainages administratifs des maires pour la campagne présidentielle. Sans eux, la visibilité du NPA serait compromise pendant six mois.

Le CPN a donc décidé d'accélérer la mobilisation pour trouver les signatures, en particulier lors des vacances scolaires de novembre et les deux week-end qui les précèdent.

Maternité des Lilas : mobilisation réussie

Samedi 24 septembre, à l'appel du collectif de soutien à la maternité des Lilas, plus de 1 000 personnes sont venues manifester contre la décision de l'Agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France (présidée par l'ancien ministre socialiste Claude Evin) de geler le projet de reconstruction qui devait débiter le 1^{er} octobre prochain. Du jamais vu aux Lilas, d'autant plus que de nombreuses personnalités politiques ou candidats à la présidentielle comme Claude Bartolone, Harlem Désir, Arlette Laguiller, Marie-Georges Buffet ou Jean-Luc Mélenchon avaient fait le déplacement. Le NPA quant à lui, était représenté par sa porte-parole Christine Poupin et son candidat à l'élection présidentielle, Philippe Poutou.

La clinique des Lilas n'est pas en faillite. Elle assure 1 700 accouchements et près de 1 300 interruptions volontaires de grossesse (IVG) par an, sans aucun dépassement d'honoraires ! Sa gestion ne peut être attaquée. Il est peut-être difficile d'admettre que, bien des années après sa création, cette clinique ne déroge pas à ses principes : accueillir et offrir aux femmes les meilleurs soins mais aussi prendre en compte leurs demandes sans les juger et en mettant tout en œuvre pour les accompagner. Refus donc du tout « médical », des « bébés à la chaîne ». Mais ce n'est pas seulement une maternité d'exception, de proximité qui risque de disparaître, c'est aussi un centre d'IVG



24 septembre, Les Lilas. Tête de la manifestation. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

de pointe qui réalise les interruptions de grossesses entre douze et quatorze semaines, ce que bon nombre d'établissements refusent de faire au profit de l'IVG médicamenteuse, beaucoup plus rentable. C'est donc une nouvelle fois le droit des femmes à choisir qui est remis en cause ! Les centres d'IVG ont d'ailleurs été souvent les premiers services remis en cause dans la casse de l'hôpital public. À Grenoble comme à l'hôpital Tenon à Paris, seules les mobilisations ont permis de faire reculer ces projets de fermetures. Derrière la décision de l'ARS de geler les travaux de reconstruction se cache la volonté de faire disparaître la maternité au profit d'une « usine à bébés » qui

réaliserait entre 4 000 à 5 000 accouchements par an. La maternité pourrait même être reprise par un fonds de pension australien.

Le droit à la santé et le droit à choisir sont attaqués en Seine-Saint-Denis, où la situation se dégrade, où la précarité – en particulier pour les femmes – bat des records, où les centres d'IVG ferment les uns après les autres. Encore une fois, il faut refuser que la santé devienne une marchandise, refuser que les fonds de pension interviennent dans la santé, refuser la fermeture de la maternité des Lilas.

Correspondantes

TOUT est à nous !

hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste

Rédaction : 01 48 70 42 27

Diffusion : 01 48 70 42 31

Administration : 01 48 70 42 28

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Mail : redaction@npa2009.org

Numéro ISSN : 1969-8178

Commission paritaire : 0414 P 11508

Tirage : 6 500 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)

SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)

Gérant et directeur de publication : François Coustal

Impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 01 48 70 42 22

Fax : 01 48 59 23 28

mail : rotoimp@wanadoo.fr

Souscription 2011

Le NPA a besoin de vous... et de vos sous!

La Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques livrait en mai 2011 son treizième rapport.

À défaut d'être passionnante sa lecture est très instructive. Ainsi, on apprend que le Parti socialiste disposait pour l'année 2009 d'un budget de 57 124 791 euros (dont plus de 23 millions d'aides publiques). L'UMP avait quant à elle, pour la même année 2009, 54 019 008 euros (dont plus de 33 millions d'aides publiques). Quant au budget du PCF, il s'élevait à 31 547 710 euros et celui des Verts à 6 576 932 euros.

Le système de financement public des partis politiques est basé sur deux sources (des fractions en langage comptable). La première prend en compte le nombre de voix récoltées lors de la dernière élection législative (soit environ 1,6 euro par voix, versé chaque année), la seconde dépend du nombre d'élus au Sénat et à l'Assemblée nationale (près de 44 000 euros par parlementaire et par an). Ainsi chaque année, les partis politiques touchent de l'État des aides pour un total de plus de 74 millions d'euros.

Évidemment les moyens dont le NPA dispose n'ont rien à voir avec ces chiffres. C'est un peu David contre Goliath.

DE L'ARGENT, IL Y EN A, MAIS PAS DANS LES CAISSES DU NPA

Le NPA vit de l'argent que versent ses militantEs à travers leurs cotisations et d'une souscription lancée chaque année depuis sa naissance, en 2009. Au total, en 2010, le NPA disposait d'un budget à peine supérieur à 1 million d'euros. L'an dernier la souscription a rapporté un peu plus de 280 000 euros à notre organisation, ce qui nous a tout juste permis de boucler notre budget. La vie quotidienne du NPA, c'est celle d'un petit appareil au service des luttes. Notre organisation emploie très peu de permanents. Elle s'appuie surtout sur l'énergie de chacunE de ses militantEs. Nous avons fait nos comptes. Pour continuer à vivre, notre organisation doit rassembler 350 000 euros d'ici fin décembre 2011.

QU'ALLONS NOUS FAIRE DE CET ARGENT

Faire vivre notre journal : *Tout est à nous!* l'hebdomadaire que vous tenez entre vos mains et qui, chaque semaine, vous tient informés de l'actualité revue et analysée par les anticapitalistes, met en lumière et décortique les nombreuses attaques du gouvernement et du patronat et donc des résistances qu'ils rencontrent. Ces résistances qui ne font couler que peu d'encre dans le reste de la presse nationale. Donner, chaque semaine, la parole à des actrices et des acteurs de ces résistances, issus de nos rangs ou non. C'est aussi vous tenir informés de nos débats internes, et parfois débattre nous-mêmes à travers ces feuilles, en toute transparence. Mais notre presse c'est aussi *Tout est à nous!* La Revue qui prolonge débats et analyse de l'actualité, de la période pleine de bouleversements que nous traversons. De la révolte des peuples arabes aux mobilisations dans le Wisconsin, la crise majeure du capitalisme, le syndicalisme, la lutte contre le fascisme, etc.

Cette presse est un outil indispensable pour approfondir notre pensée, notre stratégie et en débattre tous ensemble. Cette presse doit donc être indépendante. Nous n'avons aucune publicité. Tout comme le NPA, *Tout est à nous!* ne vit et ne survit que grâce aux abonnements et aux ventes par les militantEs et dans les kiosques. Et cette presse anticapitaliste a besoin de vous en cette fin d'année pour vivre.

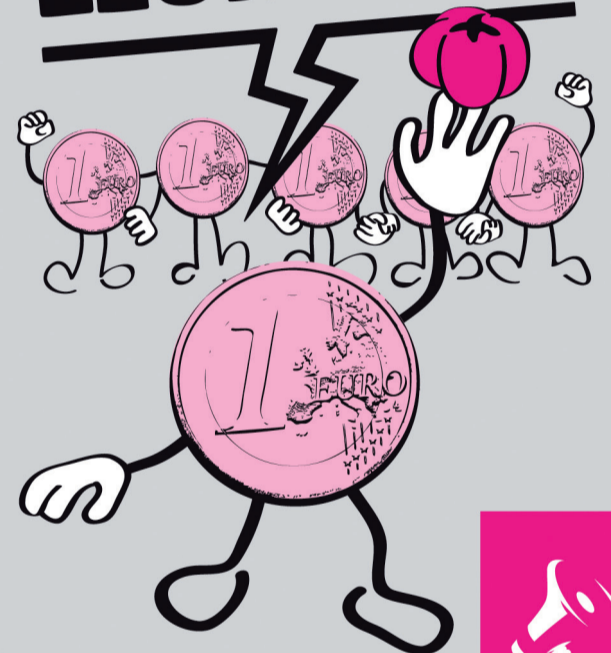
La vie du NPA, c'est aussi sa vie interne. Faire vivre la démocratie interne a un coût. Le déplacement de plusieurs centaines de camarades lors de notre congrès ou des conférences nationales... avec les tarifs de la SNCF que vous connaissez.

Et puis, le NPA, ce sont aussi des militantEs au service des luttes. Et pour soutenir les luttes, apparaître et se battre à vos côtés, il faut de l'argent!

SOUSCRIPTION #2011

Association de financement « NPA souscription », 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.
Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA.

NOS MOYENS DÉTERMINENT LEUR FIN!



Les dons ouvrent droit
à une réduction d'impôts égale à 66 %
de leur montant dans la limite
de 20 % du revenu imposable



Chaque année ce sont des millions de tracts, des milliers d'affiches, d'autocollants, des drapeaux, des meetings, la solidarité internationale au quotidien, la participation à des dizaines de collectifs...

NOS MOYENS DÉTERMINENT LEUR FIN! SOUSCRIVEZ!

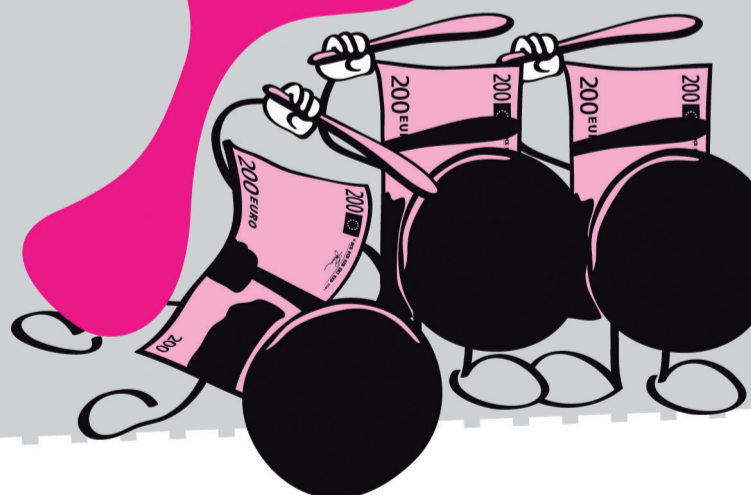


Cette année, le NPA fait encore appel à celles et ceux qui partagent nos colères, nos combats, nos espoirs ou tout simplement la volonté de faire vivre le pluralisme. Tracts, affiches, autocollants, banderoles, l'hebdo et la revue *Tout est à nous!*, solidarité avec les luttes, etc. cela vaut le coup, mais cela a un coût.

Le NPA a comme ressources les cotisations de ses adhérentEs et vos dons. Dans cette période de crise qui nous touche toutes et tous, nous en appelons donc à nouveau à votre solidarité pour nous donner les moyens de nous battre.

L'objectif est de rassembler 350 000 € d'ici le 31 décembre.

Pour les luttes actuelles et pour les combats futurs, militantEs, sympathisantEs, aidez-nous à faire vivre notre presse et notre présence dans les mobilisations. D'avance, merci à toutes et tous.



NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____
VILLE _____
MONTANT € _____
Chèque à l'ordre de « NPA souscription »
2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil